

Fabius-Chirac: consensus anti-immigrés

Non à l'apartheid made in France!

Le débat télévisé entre Fabius et Chirac a scellé le "consensus" entre la social-démocratie et la réaction. Et le ciment politique de la cohabitation entre Mitterrand et un parlement à majorité réactionnaire, qui s'annonce par ailleurs instable, est apparu clairement: un accord sur la répression et la ségrégation raciale systématique des immigrés et de leurs enfants.

Il y a aussi accord sur l'antisoviétisme et l'austérité antiouvrière; mais le point culminant du débat a été sur l'immigration et la "sécurité" (mot de code pour la répression raciste), quand Fabius a constaté: "A une ou deux exceptions près, il n'y aurait pas de désaccord fort" (Libération, 28 octobre).

Effectivement, le gouvernement Mitterrand a multiplié les refoulements et expulsions, ouvert treize camps de concentration pour les immigrés et donné le feu vert aux contrôles policiers meurtriers. C'est ce gouvernement qui a ouvert les portes à l'actuelle vague de terreur raciste. Et ce sont les fascistes et toute la racaille réactionnaire qui en ont profité.

Dans un débat entre un réactionnaire sans complexes et celui qui pratique hypocritement la même politique, le premier sort toujours gagnant. Nous le rappelions au moment de l'élection de Mitterrand: "De l'Espagne de 36 au Chili de 73, le front populaire a démobilisé les travailleurs et les a désarmés face à la réaction, tout cela au nom de creuses promesses de réforme sociale."

"Si la classe ouvrière n'intervient pas pour l'arrêter, ce front populaire-ci ne fera pas exception" (le Bolchévik n°26, juin 1981).

Quelque cinq ans plus tard, l'assassinat raciste est tragiquement devenu presque quotidien. Après avoir promis un "capitalisme à visage humain", le PS, parti ouvrier réformiste couvert de la boue de la barbarie capitaliste, pousse sa collaboration de classes jusqu'à la cohabitation avec les réactionnaires. Rallier le front populaire pour s'opposer à la réaction, c'est comme jeter de l'huile sur le feu. Seule une mobilisation de la classe ouvrière peut faire échec aux sinistres projets des Chirac et Le Pen.

APARTHEID MADE IN FRANCE

Le délire raciste du Figaro Magazine -- "Serons-nous encore Français dans 30 ans?", avec en couverture une Marianne voilée... -- n'est que le sommet de l'iceberg. L'hystérie de l'hebdomadaire de Louis Pauwells reprend presque mot pour mot la propagande antisémite d'une brochure sortie sous Vichy: "En 1320, les Juifs étaient 120 à Paris. En 1789, 45000. En 1808, la France comptait 46663



Le débat télévisé Fabius-Chirac a scellé le "consensus" entre le PS et la droite sur la répression et la ségrégation anti-immigrés.

Juifs sur 28 millions d'habitants. En 1942, 1200000 pour 42 millions de Français. C'est-à-dire que de 0,1% la progression juive s'est manifestée chez nous au rythme affolant de 245%. Dans le même temps, la population française n'a augmenté que de 44%" (Cité dans *Éléments pour une analyse du fascisme*, tome 2, éd. M.A. Macciocchi). Vichy a résolu ce problème de "taux de natalité" fictif en livrant les Juifs aux chambres à gaz nazies. Et il a préparé le terrain en les excluant des professions libérales, des universités, etc., avant de les obliger à porter l'étoile jaune.

Aujourd'hui, les Pauwells se présentent comme les idéologues de l'apartheid à la française: la ségrégation raciale pour les logements, le travail, la sécurité sociale, l'éducation. Et les chiffres absurdes lancés par Le Pen pour "prouver" que les immigrés sont des "parasites" sont repris, très sérieusement, par les têtes-à-penser du RPR qui sont dans le Club 89. Ce Club 89 propose de refuser toute prestation aux enfants étrangers, de supprimer la carte unique de résident et "regrette" que le SMIC "oblige" les patrons à payer les mêmes salaires aux Français et aux étrangers.

De là à la proposition d'un Le Pen de jeter les enfants d'immigrés

hors de l'école publique, il n'y a qu'un pas. Si l'impérialisme français n'est plus en mesure de transformer le Maghreb en un vaste bantoustan, il y aura des townships en France pour parquer sa main-d'oeuvre immigrée. Ce sera la valise ou le cerceau pour les "bras inutiles".

Mais que font les nobles âmes du PS qui s'indignent à la lecture du Figaro Magazine? Ne sont-ce pas les maires "socialistes" Hernu et Defferre qui ont établi dans leurs villes des quotas raciaux pour le logement, tout comme d'ailleurs ces gestionnaires de la pénurie municipale du PCF avec son maire-bulldozer de Vitry? N'est-ce pas Georgina Dufoix, aux larmes de crocodile, qui a détruit le regroupement familial pour les travailleurs immigrés? Les réactionnaires ne veulent qu'achever l'oeuvre commencée par le front populaire de Mitterrand!

Il faut un programme politique qui puisse mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière pour arracher les revendications démocratiques les plus élémentaires comme produits d'une riposte généralisée contre l'austérité capitaliste. Au projet de l'apartheid made in France nous opposons: Non aux expulsions! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! A travail égal, salaire égal! A bas toute discrimination



Fracolon-Gamma



AFP

dans l'emploi, tout comme dans le logement et les services sociaux! Face à la terreur raciste des flics, nous disons: Abolition des brigades d'intervention, des brigades du métro et de tous les corps d'exception, jusqu'aux CRS et gardes mobiles! Flics hors des quartiers immigrés! Emprisonnez les flics assassins! Pour des groupes de défense basés sur les syndicats et unissant travailleurs français et immigrés et habitants des quartiers immigrés! Mobilisations ouvrières de masse contre la vermine fasciste! Dans le cadre d'un programme plus large, pour l'expropriation de la bourgeoisie et la reconstruction socialiste de la France, c'est la perspective pour briser la ségrégation matérielle que subissent les communautés immigrées dans la France capitaliste et arracher les véritables racines du racisme.

Pour les jeunes de la deuxième génération qui continuent leurs mobilisations contre la répression raciste, trois grands choix s'offrent à eux: le réformisme (et principalement aujourd'hui le PS), le nationalisme arabe ou le programme révolutionnaire trotskyste. Et, comme c'était inévitable, les processus politiques internes continuent à oeuvrer. Si aujourd'hui on voit au travers de débats souvent houleux une différenciation entre

Suite page 5

Trotskyisme dans les facs

Nous reproduisons ci-dessous deux tracts diffusés en octobre par les camarades de nos groupes universitaires sur les campus de Nanterre et de Rouen. A Rouen, l'administration de la fac, dans la droite ligne des mesures racistes du gouvernement ("décrets Dufoix", "circulaire Joxe") et des projets ségrégationnistes des Chirac et Le Pen, applique une politique de discrimination dirigée contre les étudiants étrangers, particulièrement maghrébins. A Nanterre, c'est le sinistre "syndicat étudiant" UNI (Union nationale interuniversitaire), paravent soi-disant "démocratique" des nervis fascistes, qui tente de s'implanter dans la faculté des lettres pour imposer un régime de terreur

raciste, d'"ordre moral" et de chasse aux "bolchos" -- ce qui pour les fascistes signifie à peu près tout ce qui est à gauche de Le Pen ou du maréchal Pétain.

Nos camarades des groupes universitaires de la Ligue trotskyste sont ainsi à l'avant-garde du combat pour mobiliser tous ceux qui veulent lutter contre la ségrégation et la terreur racistes et le développement de la vermine fasciste, sur les facs comme ailleurs. Il s'agit de gagner les étudiants révoltés par la pourriture de la société capitaliste française à la perspective de rallier la classe ouvrière -- seule classe progressiste --, en devenant des cadres d'un parti révolutionnaire trotskyste.

Provocation de l'UNI

Il faut chasser les amis de Le Pen et de Barbie!

NANTERRE -- Le 27 septembre, dans les rues de Lyon est assassiné par trois fascistes un jeune Maghrébin de deuxième génération pour qui le droit d'être "Français" se termine avec un poignard dans le dos. L'un de ces sinistres nervis se réjouissait: "... c'est du fascisme mais ça c'est super!" Mais celui qui a préparé le terrain aux fascistes, c'est Mitterrand. Il a institutionnalisé par des lois les attaques contre les immigrés, prêtant ses tribunaux et ses flics pour préserver les "droits" de Le Pen et ses compères à faire régner la terreur raciste. Maintenant, tout ce qu'il touche s'effrite dans ses mains. Après avoir tué un écolo de Greenpeace, pour que rien ne trouble les préparatifs de guerre antisoviétique, il se prosterne devant l'armée qu'il protège de la même manière. Désormais, le gouvernement se retrouve dépassé par des réactionnaires plus efficaces que lui à gérer l'Etat bourgeois. Il devient désespérément nécessaire d'arrêter cette vermine engendrée par la putréfaction du système capitaliste.

Sur la fac cette racaille cherche à se propager. Elle vient déjà imposer sa présence, s'octroyer des panneaux d'affichage et attaquer les militants de gauche. L'UNI [Union nationale interuniversitaire] lui sert de paravent comme "syndicat" soi-disant "apolitique". Ces mensonges ne nous rendent pas dupes! Car l'UNI c'est:

1. L'extension monstrueuse de l'ex-SAC. "Oui, bien sûr!" disait l'un des responsables de cette organisation au SAC "nous ne pouvions utiliser ces jeunes gens de dix-huit ou dix-neuf ans, car ils sont parfois trop vifs. Cela ne bougeait pas assez pour eux. Quand il s'en présentait, nous les envoyions à l'UNI" (le Monde, 26 juin 1982). Pour avoir une petite idée du SAC, il suffit de savoir qu'il y grouillait les hommes de main de de Gaulle, après la Deuxième Guerre mondiale, vite transformés en truands. Notons la présence parmi eux d'un ancien Waffen-SS, Pierre Maintrieux. Une de leurs actions notoires fut la tuerie d'Auriol qui provoqua leur dissolution.

2. Des objectifs et des méthodes terroristes. Les enfants du SAC prétendent appartenir à une organisation "apolitique". C'est faux. Ils poursuivent les plans de leurs aînés:

- Coups de main contre les grévistes du Parisien libéré en 1975.
- Soutien à la dictature fantoche des USA au Sud-Vietnam entre 1972 et 1975.
- Création de comités pour la sauvegarde de l'armée.
- Plus récemment, ils se sont illustrés à Nanterre en 1984 avec un commando encadré d'une quarantaine de nervis du Front national, casqués et armés, venus coller leurs affiches obscènes, tabasser un militant

JCR, faire des graffitis racistes sur le panneau de Convergence 84 appelant à la "ratonnade populaire".

- Peu après, même scénario à Jussieu où ils molestent un étudiant étranger.

3. L'UNI, "syndicat" pour la "jeunesse dorée". Comme "syndicat", l'UNI a pour mission de défendre les privilèges de la jeunesse française "bien-pensante", antiouvrière et anti-immigrée. Ainsi, aux manifs contre la loi Savary en 1983, l'UNI défile aux cris de "Les Arabes à la Seine" et "CRS, nous sommes des étudiants français, allez vous occuper des bougnoules à Aulnay".

4. Qui se ressemble s'assemble. Il n'y a donc rien d'étonnant à voir réunis lors de la "journée d'amitié française", aux côtés de l'UNI, le FN, le Parti des forces nouvelles, l'auteur du livre "Ce canaille de Dreyfus" et sous la houlette de Pierre Sergent, ex-OAS, le CNIP. Le Monde du 10 octobre 1983 recueillit quelques propos délirants. Par exemple, "Quatre superpuissances colonisent la France, le marxiste, le maçonnique, le juif et le protestant."

5. Moon, Pinchet et Klaus Barbie. Pour ceux qui n'auraient toujours pas compris, l'UNI est affiliée à la WACL, Ligue mondiale anticommuniste, fondée en 1966 par Tchiang Kai-chek à Taïwan, le dictateur sud-coréen Park et le sinistre Sun Myung Moon. La WACL regroupe nombre de fascistes et d'ultra-réactionnaires sur la planète. D'après une enquête du Washington Post (10 décembre 1984), la WACL "sert de couverture aux escadrons de la mort actifs ou en réserve dans toute l'Amérique latine" et donne 500000 dollars par mois aux contras nicaraguayens. L'UNI côtoie donc au niveau mondial les terroristes psychopathes des somozistes aux néo-nazis espagnols de la CEDAD et les criminels de guerre nazis comme Barbie, en passant par l'Ordene Nuovo italien et l'Alliance anticommuniste argentine.

UNI OU UNIVERSITE

Les fascistes représentent aujourd'hui une menace sérieuse pour tous à l'université, étudiants, professeurs, personnel, car, en dehors de leurs "idées", ils n'en tolèrent aucune autre. A Assas, où le CELF giscardien est considéré comme l'"extrême gauche", lire le Nouvel Obs constitue un acte dangereux. Etudiant, si tu es immigré, juif ou protestant, catholique non intégriste, si tu es communiste ou même si tu veux voter Mitterrand ou Marchais, si tu es une femme, si tu veux faire l'amour avant d'avoir des gosses ou d'être mariée, si tu es homosexuel, tu es en danger.

Certes, pour le moment, l'UNI doit, pour réaliser ses plans sordides,

"blanchir" ses discours, estomper ses références par trop névralgiques et arborer le blason de la défense de la liberté d'expression. L'UNI se targue même d'une certaine légitimité. Ainsi, l'administration, à la suite d'une réunion où fut décidée l'attribution des panneaux d'affichage en présence du MJS et de l'UNEF-ID qui acceptent de marchander la démocratie, a donné carte blanche aux apprentis Führer. La dirigeante de l'UNI n'a pas eu besoin d'envoyer ses 150 nervis comme elle avait menacé de le faire. Cinq ou six de ces petits machos virils qui appellent Simone Veil "l'avorteuse" auront suffi à tenir le hall pendant quelques jours. Cette provocation mériterait une bonne correction!

ECRASONS LES FASCISTES!

Les fascistes tirent leur force de l'hésitation et de la faiblesse de leurs victimes. Etudiants, il ne faut pas laisser ces nazillons gagner du terrain! Ne laissons pas l'infection se propager! Les fascistes dehors!

A quoi sert un fasciste. Dans une période de mobilisation pour la guerre antisoviétique, les fascistes sont utiles en tant qu'auxiliaires de l'Etat qui protège de ce fait leur "droit" à faire régner un climat de terreur raciste qui facilite l'exploitation de la main-d'oeuvre immigrée par les capitalistes. C'est vrai, il existe des réactionnaires assez efficaces dans le cadre du système parlementaire bourgeois, comme Chirac; mais les capitalistes se réservent la possibilité de faire appel aux fascistes en dernier ressort pour éliminer

toute opposition organisée du mouvement ouvrier.

Etudiant, choisis ton camp. Si tu ne veux pas que les universités deviennent des pépinières pour les futurs cadres fascistes, il faut prendre un côté dans la guerre de classes. Les étudiants ne peuvent vaincre le fascisme à eux seuls. Mai 68 avait vidé les fascistes et apporté plus de démocratie dans les universités sous l'impact de la lutte sociale et de la grève générale. Seule la classe ouvrière organisée dans la lutte pour son propre pouvoir pourra en finir à jamais avec la vermine fasciste. Il faut un Mai 68 qui aille jusqu'au bout! Pour une mobilisation de la jeunesse révolutionnaire aux côtés du prolétariat!

- Pas de dénonciation abstraite de l'UNI qui se termine par des discussions avec les fascistes! On ne discute pas avec les fascistes!

- Pas d'hésitation à vider ces nervis! On ne négocie pas la terreur! Pas de capitulation!

- Défense des droits d'expression, donc pas de tribune pour les gangsters fascistes!

Il faut un parti prolétarien reposant sur le programme de Lénine et de Trotsky, qui lutte pour une société qui ne sera plus fondée sur les rapports de domination et d'exploitation qui engendrent, à l'agonie du système capitaliste, le fascisme. Un parti qui lutte pour une société juste, sans classe, où la propriété collective aura remplacé la propriété privée et où la démocratie ne sera pas constamment menacée. Rejoignez les rangs de la LTF qui se bat pour une stratégie prolétarienne!

Ligue trotskyste, le 14 octobre 1985

A bas les quotas racistes!

ROUEN -- Cette année encore, l'administration de la fac fait le sale boulot des flics! Au moins une vingtaine d'étudiants étrangers n'ont pas pu s'inscrire. Mais ce n'est que le haut de l'iceberg: les discriminations racistes à la fac suintent de partout.

Logement: 20% seulement d'étudiants étrangers ont le droit d'accéder à la cité U. Conséquence de cela, certains étudiants étrangers logent dans la salle de télé ou dans des voitures. Cette année, l'administration a fait du zèle: dans les trois premières années, les étudiants étrangers n'auraient pas le droit à la cité U. C'est dans ces conditions qu'on refuse systématiquement l'inscription en quatrième première année, entraînant ainsi la perte d'années acharnées de travail.

Quotas racistes: Seulement 5% d'étudiants étrangers peuvent accéder à la deuxième année de médecine (dans les faits donc, même avec de meilleures notes que des étudiants français qui passent, beaucoup d'étrangers sont recalés). Ce quota est un véritable mur raciste. Discriminations racistes aussi pour d'autres diplômes comme le DESS en automatique où la faculté refuse systématiquement le stage en entreprise aux étrangers.

Bourses, travail: Le gouvernement français exclut les étrangers du bénéfice de ces bourses, et c'est avec 800F par mois que beaucoup doivent survivre... quand ils ont la chance de toucher quelque chose.

Quant à travailler, c'est interdit en première année. Pour subsister, on n'a plus qu'à mendier le rab dans les plateaux sales du restau U. Ensuite, ce sont évidemment les "boulots d'étudiant" les plus mal payés, des boulots d'esclave, auxquels les étudiants étrangers ont droit.

L'arsenal des mesures de discriminations raciales a encore été renforcé par la circulaire Joxe, ministre de l'Intérieur de Mitterrand, (et la fac travaille déjà dans cet esprit!) qui prévoit de n'accorder ou prolonger les permissions de séjour que sur présentation des notes d'examen

et si l'on peut justifier d'un revenu mensuel minimum de 1800F!

Il est clair que les étudiants des néo-colonies font eux aussi les frais de la campagne raciste du gouvernement Mitterrand, avec ses mesures Dufoix contre le regroupement familial, ses expulsions et surtout la carte blanche qu'il donne aux flics pour assassiner et torturer qui bon leur semble. Dès qu'un immigré met les pieds dans les locaux de la police, sa vie est menacée. Les exemples abondent. En Lorraine, une mère de famille algérienne est asphyxiée dans un commissariat. A Rouen, au printemps dernier, cinq jeunes du quartier des Sapins, à forte population immigrée, ont été torturés toute une nuit par des flics dans le plus pur style nazi (Cf. le Bolchévik n°57). Le but de cette terreur raciste est de faire des immigrés, ces anciens esclaves coloniaux, les boucs émissaires.

Suite page 12

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Jean Thimbault.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

- Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: (1) 42-08-01-49
- Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: 35-71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Mitterrand verrouille l'affaire Greenpeace

L'armée est gagnante

11 novembre -- Le 22 de ce mois s'ouvrira en Nouvelle-Zélande le procès des faux "époux Turenge", le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, les deux agents de la DGSE (anciennement SDECE, l'officine française d'espionnage) actuellement détenus dans ce pays pour leur participation à l'attentat à la bombe qui, le 10 juillet dernier, a coulé le *Rainbow-Warrior*, navire de l'organisation Greenpeace, et tué le photographe Fernando Pereira, militant du groupe écologiste. Mais ce procès ne sera hélas probablement qu'une parodie de justice.

Après d'intenses négociations et des pressions diplomatiques appuyées du gouvernement français (probablement assorties de menaces de boycott des moutons et du beurre néo-zélandais), il semble en effet que le gouvernement et la justice de Nouvelle-Zélande aient accepté de jouer une farce en trois actes: le 4 novembre, le procureur néo-zélandais abandonne les accusations de meurtre pesant sur les deux officiers français pour ne retenir que l'"homicide involontaire" (*manslaughter*). Aussitôt, les "Turenge" plaident coupables, ce qui permettra d'éviter un long procès qui décortiquerait certains des rouages de cette sordide affaire et pourrait bien devenir, même d'une manière très déformée, le procès des services secrets et du gouvernement français. Au lieu de quoi, les "Turenge" seront condamnés sur le champ à une peine de prison qui pourra plus tard -- troisième et dernier acte -- être transformée en expulsion du territoire néo-zélandais. Passez muscade!

En jetant ainsi tout son poids dans la balance pour réaliser ce scandaleux escamotage judiciaire et obtenir la libération des deux officiers barbouzes, le gouvernement Mitterrand adresse un message sans ambiguïté à toutes les têtes galonnées: nous vous défendrons coûte que coûte et quels que soient les crimes que vous pourrez commettre; vous êtes officiellement placés au-dessus des lois.

NOUS ACCUSONS MITTERRAND!

Nous ne saurons donc probablement pas de sitôt ce que la police néo-zélandaise avait réussi à découvrir sur l'organisation et le déroulement de la mission terroriste du commando de la DGSE; mais nous sommes certains que Mitterrand est mouillé directement et jusqu'au cou dans cette affaire. Fabius nous avait promis "la vérité crue" et Mitterrand "la justice au plus haut niveau", et tout ce que nous avons eu c'est le "sacrifice" du ministre de la Défense Charles Hernu. Pour bien montrer quel cas il convient de faire des hypocrites engagements et déclarations de ces gens: quelques jours après que la "démission" de Hernu eut été "acceptée", la conférence du Parti socialiste réunie à Toulouse a accueilli "l'entrée triomphale" de Hernu et l'a "scandé d'applaudissements" (*Libération*, 12-13 octobre).

Et quand les journalistes ont interrogé le ci-devant ministre de la guerre, "il jure qu'il ne fera pas de 'putsch'!" Hernu, le "socialiste" qui "adore porter l'uniforme", peut-être songe-t-il à s'ajouter à la liste des bonapartes à la petite semaine qui se préparent pour les élections en proclamant leur ardent désir

de "sauver la patrie" face à la polarisation croissante d'une société ravagée par la crise économique et la terreur des fascistes et des flics contre les Maghrébins.

APRES GREENPEACE, L'ARMÉE SORT GAGNANTE

Nous voyons maintenant, après cinq ans de Mitterrand, la situation habituelle dans laquelle se trouve un front populaire -- une coalition de collaboration de classes -- dans la phase de son agonie. Au printemps 83, des milliers de flics étaient descendus dans la rue et menaçaient de prendre l'Elysée d'assaut. La réaction conciliatrice du gouvernement les avait alors convaincus qu'ils avaient le feu vert pour mettre leurs rêves bonapartistes en pratique: devenir à eux seuls juges et bourreaux. Depuis, les assassinats de jeunes Maghrébins, la torture dans les commissariats, les ratonnades dans les quartiers immigrés sont devenues des pratiques quasiment quotidiennes. A l'époque, il n'y avait que la Ligue trotskyste pour avancer des mots d'ordre élémentaires comme "Flics hors des quartiers immigrés", "Milices basées sur les syndicats et les organisations immigrées pour défendre les quartiers immigrés", "Abolition des CRS et autres 'forces d'exception'".

Sept mois plus tard, Mitterrand envoyait ses CRS, renforcés par les fascistes de l'endroit, contre les héroïques ouvriers de Talbot. Talbot a été une défaite, et maintenant c'est le bastion ouvrier de Renault qui est dans le collimateur. Au printemps 84, nouvelles mobilisations réactionnaires, et une fois encore Mitterrand capitule, cette fois devant la "calotte", ce pilier



Le général Imbot, la ganache coloniale, ici au Liban en octobre 1983, vient de prendre la tête des espions-tueurs de la DGSE.

n'ont fait qu'accentuer encore les concessions faites par le régime de Mitterrand à cet autre pilier de la réaction qu'est l'état-major. Nous ne regretterons certes pas "Hernucléaire", ce matamore militariste qui défendait ses officiers bien-aimés avec plus d'ardeur que tous les autres ministres de la Défense de la Cinquième République, et qui était devenu le symbole vivant du militarisme social-démocrate "à la française". Mais aujourd'hui, l'insignifiant, l'ectoplasmique Quilès, perdant professionnel -- on se souvient encore de la misérable déroute du candidat Quilès à la mairie de Paris -- n'est qu'une potiche: les véritables ministres sont le général Saulnier, chef d'état-major, et le général Lacaze, ex-chef d'état-major devenu "conseiller" du ministre de la Défense pour les "affaires africaines".

Ces deux hommes jouent un rôle clé et sont hautement symboliques. Le général d'armée Jeannou Lacaze est le type même de l'"officier africain". Parachutiste, il a fait la guerre en Algérie dans le fameux "11e choc" (voir plus bas); il a passé plusieurs années au SDECE avant de commander

major. Dans une large mesure, le sacrifice du "fusible Hernu" a eu pour objectif de protéger ces deux généraux qui, de par leurs fonctions à l'époque, ont forcément eu à connaître et approuver l'opération terroriste de la DGSE. Un des experts des armées du *Monde*, Thomas Ferenczi, écrivait récemment: "Au centre du dispositif on a trouvé en effet, tout au long de l'affaire, le général Saulnier, devenu le 1er août chef d'état-major des armées. Sa mise en cause atteindrait l'armée tout entière: elle est apparemment considérée comme inconcevable" (*le Monde Dimanche*, 3-4 novembre).

L'ARMÉE FRANÇAISE ET LA POLITIQUE

L'armée doit donc être "au-dessus de tout soupçon". Ce qui a fait dire à Henri Noguères, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et notable libéral plutôt pro-PS: "Pour ma part, j'avoue que, depuis quelques jours, c'est surtout à l'affaire Dreyfus que je pense. Depuis, très précisément, que de divers côtés, de bons esprits ont répété, sur tous les tons, les uns avec des inflexions de voix plutôt tendres et les autres avec une rude fermeté: 'Il est inacceptable, il est inadmissible que l'on ose mettre en cause notre armée ou ses chefs' [...]. Oui, c'est bien à l'affaire Dreyfus et au dogme de l'infailibilité de l'armée et de l'état-major que font irrésistiblement penser ces propos irresponsables!" (*le Monde*, 2 octobre).

Le capitaine Dreyfus était un officier français juif injustement accusé par l'état-major d'espionnage au compte de l'Allemagne. Malheureusement, la plupart des socialistes français de l'époque refusèrent de défendre ce rejeton d'une famille bourgeoise, alors qu'autour de cette affaire des pogromes antisémites et des rumeurs et tentatives de coups d'Etat ont secoué pendant des années la société française. Cette démission du mouvement socialiste français devant ses tâches de tribun du peuple, de défenseur des droits démocratiques dans une perspective de classe prolétarienne, a eu des conséquences historiques extrêmement funestes. A l'époque, la grande révolutionnaire polonaise et juive Rosa Luxemburg, qui était très critique à l'égard de l'attitude des marxistes français, attaquait violemment les tendances de l'armée impérialiste française à devenir "une puissance indépendante, n'ayant avec l'ensemble de l'Etat que de faibles liens" (Cf. encadré ci-contre).

80 ans plus tard, la France est devenue une puissance impérialiste de deuxième zone, mais les guerres

Rosa Luxemburg: la France et l'armée

Au début de ce siècle, la grande révolutionnaire polonaise Rosa Luxemburg, à la lumière de l'affaire Dreyfus, expliquait le rôle que peut jouer l'armée dans une période de crise sociale aiguë:

"La Troisième République est devenue la forme parfaite de la domination politique de la bourgeoisie, mais en même temps, elle a développé ses propres contradictions internes. Une des contradictions intrinsèques est celle qui oppose une république basée sur la souveraineté du parlement bourgeois, et une grande armée permanente à la mesure d'une politique

coloniale et mondiale. Réduite, dans une monarchie forte, au rôle d'instrument docile entre les mains du pouvoir exécutif, l'armée, avec son esprit de caste prononcé, a tout naturellement tendance, dans une république parlementaire avec un gouvernement central de civils, changeant à tout moment, avec un chef d'Etat électif, dont la fonction est accessible à n'importe qui de la 'canaille bourgeoise', qu'il ait été compagnon tanneur ou avocat éloquent, à devenir une puissance indépendante, n'ayant avec l'ensemble de l'Etat que de faibles liens" (Le socialisme en France, 1898-1912).

de la réaction qu'est l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Même la revendication démocratique minimum de séparation de l'Eglise et de l'Etat -- car dans cette "guerre scolaire" il ne s'agissait au fond que de cela -- s'est avérée trop radicale pour ce gouvernement de collaboration de classes en butte aux pressions de la droite descendue dans la rue.

Autour de Greenpeace, la démission du ministre de la guerre Hernu et son remplacement par Paul Quilès

une division parachutiste et de devenir, sous Giscard, chef d'état-major des armées, poste qu'il occupait encore au moment de l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*. Le général d'armée aérienne Jean Saulnier, lui, est un "général nucléaire". Il a commandé la Force aérienne stratégique, qui contrôle les bombardiers Mirage-IV et les missiles sol-sol du plateau d'Albion, avant de devenir chef d'état-major particulier de l'Elysée sous Mitterrand et, en août dernier, de remplacer Lacaze comme chef d'état-

Raid policier sur la cité Bassens



2 septembre -- Déjà un raid policier sur la cité "la Paternelle" provoquait un sursaut d'indignation légitime. Les habitants de ce quartier nord de Marseille résistaient à l'invasion armée des flics.

Marseille: Ségrégation-City

10 novembre -- Les 23 et 24 octobre dernier, les habitants de la cité Bassens, dans les quartiers nord de Marseille, ont été à deux reprises victimes de raids policiers provocateurs.

Ces attaques font partie d'une longue série de crimes racistes perpétrés par les flics de Defferre pour terroriser les immigrés et renforcer la ségrégation raciale qui est devenue à Marseille un véritable système d'apartheid dont les townships sont les cités des banlieues, quadrillées par la police raciste.

Mercredi 23 octobre, vers 17h, quatre policiers "se présentent" chez une famille de la cité Bassens pour arrêter un des fils, accusé de "trafic de drogue". Le jeune homme prend peur et, voulant s'échapper, se jette par la fenêtre du quatrième étage et tombe sur le balcon du troisième, où habite une famille de gitans. Les flics fracassent la porte de cet appartement, passent les menottes au jeune homme et le traînent dans la cage d'escalier. Sa mère, sa soeur et son jeune frère s'interposent. Les flics les frappent alors sauvagement -- la soeur, enceinte de cinq mois, recevra des coups dans le ventre -- et emmènent leur victime au commissariat -- après que l'un d'eux ait laissé plusieurs de ses dents sur le champ de bataille.

Le lendemain, ivres de vengeance, les flics reviennent en force et s'en prennent, entre autres, à une autre famille de la cité, toujours sous prétexte d'arrêter des "trafiquants". Ils pénètrent dans l'appartement, frappent la mère de famille et deux de ses fils, saccagent le mobilier et lancent des grenades lacrymogènes. Un des fils, âgé de 17 ans, sera arrêté et enfermé à la prison des Baumettes -- sans qu'aucun chef d'inculpation ait été retenu contre lui.

Deux voisins tentent d'aller chercher de l'aide à l'extérieur. Elles réussissent à prévenir des journalistes de Radio-Gazelle, une radio beur locale, et un correspondant de l'AFP, mais ils se font chasser par les flics dès leur arrivée.

Ce raid des flics, qui ont tiré au moins deux coups de feu en l'air et dont plusieurs sont des pieds-noirs qui criaient en arabe aux habitants "On va vous exterminer, vous repartirez chez vous", a heureusement provoqué une réaction d'autodéfense: les habitants de la cité se sont regroupés pour chasser ces agresseurs racistes. Les flics ont fini par se replier, mais ils reviennent depuis

régulièrement, armés jusqu'aux dents, pour rôder dans la cité, et deux jeunes ont été inculpés pour le "crime" de s'être défendus contre ces nervis -- de drogue, nenni.

Que de telles exactions puissent se produire -- et elles se produisent en fait quotidiennement dans cette ville -- est déjà en soi suffisamment révoltant. Mais en plus, il ne s'est trouvé personne, dans Marseille petite-bourgeoise "blanche", pour défendre les victimes de ces descentes guesapistes: un des adolescents blessés par les flics a dû s'adresser à plusieurs médecins avant d'en trouver un qui accepte d'établir un constat des sévices subis (moyennant 350 francs!) Même chose pour trouver un avocat pour défendre le jeune détenu aux Baumettes. De plus, quand plusieurs jeunes femmes de Bassens ont pris la parole lors d'un meeting de la LCR pour alerter ces soi-disant "révolutionnaires" sur ce qui venait de se passer, l'orateur -- Alain Krivine en personne -- n'a même pas daigné leur répondre. Au cours de son allocution, Krivine avait présenté la seule "réponse" de la LCR au développement de la terreur raciste -- renforcer "l'unité". Autour de SOS-Racisme?! Et la LCR locale n'a même pas levé le petit doigt pour chercher à mobiliser contre la terreur policière!

Car à Marseille, lutter contre les exactions policières racistes c'est lutter contre tout un système de ségrégation: les flics assassins et leurs "syndicats", les juges qui blanchissent leurs crimes et poursuivent avec férocité leurs victimes, une presse qui lance à longueur de colonnes des appels au meurtre et à la haine raciale et acclame bruyamment tous les forfaits des tueurs en képi.

Et ce système fait partie intégrante du "système Defferre": un clientélisme louche basé sur une "fédération socialiste" horriblement dégénérée et anticommuniste, elle-même appuyée sur une fédération FO construite par la CIA aidée par la mafia, en scissionnant la CGT dans l'immédiat après-guerre; une démagogie raciste éhontée, qui a même permis à Defferre, aux dernières élections municipales, de scissionner à son profit la liste protofasciste "Marseille-sécurité"; une ségrégation raciale omniprésente et systématique dont le renforcement est la tâche principale d'une police pléthorique et curieusement impuissante à réprimer un grand banditisme qui s'étale pourtant au grand jour.

Et cette ségrégation forcenée accentue de plus en plus une polarisation raciale proprement effrayante. Dans un passé récent, le terrorisme raciste non policier avait lui aussi frappé à Marseille. Dans la nuit du 23 au 24 juin 1982, une centaine de chauffeurs de taxi, armés de barres de fer et de manches de pioche, s'étaient livrés à une ratonnade en règle dans un quartier immigré; en août 1983, le "groupe Charles Martel" revendiquait des attentats à la bombe contre l'agence d'Air Algérie et un foyer Sonacotra, ainsi que plusieurs attentats contre des travailleurs immigrés et des commerçants juifs; en octobre de la même année, les appartements de plusieurs familles maghrébines étaient gravement endommagés par des charges de plastic. Aujourd'hui, Marseille est une poudrière de haine raciale qui pourrait rapidement basculer dans de sanglantes ratonnades.

Mais l'autre aspect, c'est que la ségrégation offre un terrain propice à la propagande islamique réactionnaire des Frères musulmans qui ont commencé à faire leur apparition. Propagande particulièrement dangereuse pour les femmes qu'ils veulent tenir enfermées dans la prison familiale. Et déjà, à la cité Bassens, les jeunes femmes de la deuxième génération sont contraintes d'envoyer leurs petits frères dans les bureaux de tabac leur acheter les cigaretttes qu'on refuse de leur vendre...

Il faut réagir. Quand, le 2 septembre dernier, tout un quartier immigré du nord de Marseille, la Paternelle, s'était insurgé contre un assassinat commis de sang-froid par les flics en plein milieu de la cité, nous écrivions: "Ce sursaut d'indignation ne doit pas rester isolé! Il est en effet plus que temps de montrer aux flics qu'il y a des choses que des gens décents ne peuvent pas tolérer: il faut des patrouilles d'autodéfense qui protègent les habitants des quartiers immigrés contre les exactions des tueurs en uniforme. Mais il est crucial que les quartiers ne restent pas seuls face aux flics. La classe ouvrière organisée, dont les travailleurs immigrés notamment dans l'automobile, a tout à perdre au développement des divisions raciales. Elle doit se mobiliser résolument contre la terreur raciste: d'abord par des manifestations et des grèves de protestation en soutien aux victimes de la terreur raciste, mais aussi et surtout en organisant

des patrouilles d'autodéfense unissant ouvriers français et immigrés et habitants des quartiers pour assurer leur défense contre les méfaits des flics et des 'beaufs' racistes" (Le Bolchévik n°57, septembre).

À Marseille, la profondeur de la ségrégation raciale, le niveau de la violence et la corruption de la social-démocratie sont tels qu'ils agissent comme des révélateurs sans pitié pour tous ceux qui se prétendent révolutionnaires. Et les jeunes de la seconde génération ne peuvent qu'être indifférents ou même carrément hostiles devant l'impuissance honteuse de la soi-disant extrême gauche qui, comme la LCR, s'est accrochée au char sinistre d'un Defferre.

L'alternative n'est pas entre le ralliement honteux à la social-démocratie corrompue et une résistance isolée et désespérée dans les quartiers nord de Marseille, mais une perspective léniniste que doit défendre dès aujourd'hui un noyau révolutionnaire: un programme intransigeant contre l'Etat capitaliste français, pour un gouvernement ouvrier, allié à des tactiques révolutionnaires, principielles et intelligentes, pour briser la barrière ségrégationniste qui isole dramatiquement immigrés et beurs des gros bataillons de la classe ouvrière -- fortement blanche dans la région marseillaise -- dockers ou sidérurgistes, qui ont la puissance sociale d'écraser la terreur raciste. Ainsi, il faut pousser le mouvement ouvrier organisé à ces actions de front unique en riposte à chaque agression raciste comme le raid policier d'octobre.

Contre la ségrégation raciale, pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! Mais une carte d'identité française dans la poche n'a jamais arrêté les balles des tueurs racistes. Dissolution des CRS, gardes mobiles et autres corps d'exception spécialisés dans la répression anti-immigrée et antiouvrière! Flics hors des quartiers immigrés! Défense des quartiers immigrés par des groupes ouvriers/immigrés!

La situation à Marseille exige de façon criante un programme d'acier, acéré et trempé dans la lutte sans compromis contre la réaction et pour démasquer les directions chauvines du prolétariat. C'est sur cette seule base que doit se construire le parti révolutionnaire, et les immigrés et beurs en formeront une bonne partie des cadres. ■

Apartheid made in France...

Suite de la page 1

SOS-Racisme avec ses shows "anti-racistes" et l'électorisme de France Plus, tous les deux enchaînés au PS, ainsi qu'une réaffirmation de l'organisation dans les quartiers (qui pourrait représenter un repli sur le ghetto), nous continuerons à nous battre pour que des militants trouvent la voie à la seule solution à leur oppression: la révolution socialiste.

SOS-RACISME ET SES POTES: MITTERRAND ET... STOLERU

Pendant ce temps, Harlem Désir super-star implore Alain Peyrefitte, l'ancien Garde des Sceaux de Giscard et porte-parole de l'hystérie sécuritaire, de désavouer ses collègues du Figaro lors d'un dîner-débat à 1500 francs le couvert! Ce "dialogue" était arrangé par Stoleru, ancien responsable de la répression contre les immigrés sous Giscard. Citant de Gaulle sur l'"Algérie française", Désir s'est vu décerner le titre de "leader" par un parlementaire RPR -- tout comme il était accueilli par Chirac à la mairie de Paris après la fête de la Concorde!

Peut-être Désir et sa bande pensent avoir à changer de maîtres après les élections de 86. Mais, pour le moment au moins, ils roulent pour Mitterrand, parfaits petits apôtres de la cohabitation. Pourquoi les Chirac, Stoleru et autres champions de la suprématie blanche tiennent-ils tant à remercier Harlem Désir? Parce qu'il pêche aux jeunes de "dialoguer" avec les racistes et de tendre l'autre joue pendant que ces derniers aiguisent leurs couteaux. C'est pour cette même raison que SOS-Racisme est subventionné ("largement" dit le Monde du 1er novembre) par l'actuel ministère de la Culture.

La marche de SOS-Racisme n'est rien d'autre qu'une soupape de sécurité pour Mitterrand. Et nous retrouvons

détourner leur colère dans des shows contre le racisme dans l'abstrait.

SOS ET FRANCE PLUS: DEUX FERS AU FEU

Avec SOS-Racisme en butte à l'hostilité croissante des jeunes de la deuxième génération, France Plus, soutenue par un bloc très hétérogène anti-SOS (qui a déjà éclaté), s'est présentée comme un concurrent. Si France Plus a ajouté la protestation contre les crimes racistes à son timide appel en faveur du droit de vote pour les étrangers dans des scrutins locaux, c'est surtout l'inscription et la mobilisation électorales des "Franco-Maghrébins" qui ont déjà le droit de vote qui l'intéressent.

Un des ses partisans, Areski Dahmani, a déclaré: "Le but est d'avoir un Mohamed à l'Assemblée nationale" (Libération, 21 octobre). Sur quel programme? Nous pensons que des élections (et des débats parlementaires) peuvent être à la fois une arène où avancer une propagande révolutionnaire et un moyen pour démasquer les dirigeants traîtres du prolétariat. Nous serions prêts à donner un soutien critique à un candidat beur s'il se présentait sur la base d'une rupture nette avec les fronts populaires (qu'ils soient ou non au pouvoir) et d'éléments programmatiques clés tels que les pleins droits de citoyenneté ou l'auto-défense des quartiers.

Mais France Plus ne propose que le modèle des "Français musulmans" qui, après avoir joué les supplétifs dans la sale guerre coloniale d'Algérie, ont été "remerciés" par la ségrégation dans les ghettos où ils se retrouvent eux aussi la cible de la terreur raciste.

Cette tentative de construire un lobby électoral a amené ses partisans à jouer le rôle de sergents recruteurs pour le PS, car leur programme ne comporte (au mieux) que quelques modifications démocratiques de l'impérialisme français. Il s'avère que France Plus est appuyée par Georges Morin, chef de cabinet de Louis Mermaz (président "socialiste" de l'Assemblée nationale) et Dalila Chevallier, qui appartient



Banderole de la LTF au défilé-carnaval de Convergence 84: un programme de lutte contre la ségrégation et la terreur raciste.

21 octobre). Et il a peur que "ces tampons institutionnels sautent" avec le retour de la droite. L'"auto-organisation" comme moyen de pression sur les réformistes sert le front populaire au pouvoir à créer ces "tampons" contre les luttes qui sont le seul moyen d'arracher même les concessions les plus modestes.

PAS DE RETOUR AU GHETTO!

Face à l'électorisme se dresse un autre courant, dont les porte-parole sont les "jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue" (JALB), les organisateurs d'une réunion à Lyon le 26 octobre. Pourquoi "jeunes Arabes" et pas beurs? Dans leur déclaration, ils expliquent: "En effet, le smurfer, le cinéaste, l'engagé, c'est le beur [...]. Mais quand il résiste, brûle une voiture, cherche un emploi ou un appartement, devant la justice, on le désigne comme un 'arabe'." C'est vrai, mais les JALB vont vers un rejet, non pas du capitalisme français -- l'ennemi principal de la classe ouvrière multinationale et de tous les opprimés dans ce pays -- mais de la société française en bloc. Or, c'est contre le capitalisme français qu'il faut lutter. Sinon, c'est la porte ouverte à la conquête des ghettos par le nationalisme arabe et la réaction islamique. En témoignent les Frères musulmans qui sévissent dans les quartiers immigrés de Marseille. L'intervention de certains "arabisants" au meeting de Lyon a poussé Mogniss Abdallah d'Im'média (porte-parole de l'"autonomie" de la deuxième génération) à lancer un avertissement contre des Le Pen arabes. Mais sa stratégie ne peut que les renforcer.

Les JALB disent: "Nous ne pensons pas que l'exercice du droit de vote soit une mauvaise chose en soi, mais simplement que ce n'est pas un moyen adéquat pour affronter nos problèmes." Certes, l'exemple des harkis, des Antillais et Asiatiques en Grande-Bretagne, des Noirs américains ou même des "Français" des colonies réunionnaises ou antillaises montre que la citoyenneté n'empêche nullement une oppression raciale féroce, et certes, à l'encontre des Noirs américains, le poids électoral de la deuxième génération est assez faible.

Refuser, comme le font les JALB, le fric du gouvernement Mitterrand est une réaction complètement légitime, et qui peut même inaugurer une rupture avec le front populaire. Mais c'est seulement le programme révolutionnaire qui peut assurer une véritable indépendance.

Mais quand les JALB disent: "Le vote ne profitera qu'aux démagogues et autres vendeurs de soupes", ce n'est pas un rejet simplement de la pourriture social-démocrate, mais de tout parti, de tout débat politique et, partant, du programme révolutionnaire. Nous savons que les grandes batailles de la lutte de classes ne seront pas gagnées au parlement, mais ce n'est pas une raison pour que les jeunes de la deuxième génération tournent le dos aux quelques

droits démocratiques qu'ils ont, aussi minces soient-ils -- y compris la participation aux élections (et donc l'inscription sur les listes électorales) qui peuvent servir dans une lutte révolutionnaire contre l'oppression raciale.

Les luttes qu'ont vécues les JALB contre, comme ils disent eux-mêmes, "les crimes racistes et sécuritaires, les violences policières dans les quartiers, les racismes quotidiens et administratifs, les rejets en tous genres (exemples: logement, emploi, boîtes de nuit...)", et dont la dernière a été la manifestation du 5 octobre à Lyon où des milliers de jeunes ont exprimé leur colère contre le meurtre raciste de Nordine Mechta, exigent un programme contre la ségrégation raciale, non pas pour l'"assimilation" culturelle dans la société française mais pour l'intégration sociale.

Les jeunes de la deuxième génération, entre la France et le Maghreb, peuvent se déchirer ou être des éléments clés dans la lutte pour unifier la classe ouvrière multiraciale et multinationale en France -- en tant que cadres d'un parti léniniste-trotskyiste, tribun du peuple, qui défend les intérêts de tous les opprimés.

Cette classe ouvrière n'a pas été vaincue. Au moins, comme elle l'a montré à Renault, dans les secteurs où elle n'a pas été démantelée, elle reste dans l'attente. Les inévitables explosions de la lutte des classes lui donneront la possibilité de s'émanciper des directions traîtres -- en particulier de celle du PCF avec sa ligne chauvine de "Produisons français" -- qui lui lient les mains et de rassembler tous les opprimés à ses côtés. Les liens forgés entre les mineurs et les minorités raciales en Grande-Bretagne s'expliquent tout simplement par l'expérience de cette gigantesque lutte de classe que fut la grève héroïque des mineurs britanniques.

Pour gagner les batailles à venir, il faut forger ce parti léniniste intégré, porteur du programme révolutionnaire anticapitaliste, seul capable de diriger la révolution prolétarienne qui, par l'expropriation de la bourgeoisie, jettera les bases pour une société d'abondance, sans classes, sans oppression: le communisme.



3 décembre 1983 -- la Marche des Minguettes arrive à Paris. Dans le cortège, les photos des victimes de la terreur raciste.

derrière SOS les inlassables suivistes de la LCR, qui chantent les louanges de cette marche, critiquant l'autre marche, organisée par France Plus et d'autres associations, pour être scissionniste...

Sur Radio-Monte-Carlo, Krivine prétend même qu'"ensuite il y a eu les 150000 badges de SOS-Racisme portés dans les entreprises, les lycées et qui ont permis de faire comprendre aux gens que Le Pen n'était pas un politicien comme un autre" (Rouge n°1182, 31 octobre-6 novembre). Mais SOS-Racisme a toujours nié être une organisation antifasciste! Désir veut maintenant débattre avec Le Pen. C'est une chose de débattre avec des éditorialistes du Figaro, qui donnent une couverture pseudo-scientifique à la campagne raciste. C'en est une tout autre de donner une plate-forme aux appels de Le Pen aux lynchages, car les fascistes mettent en oeuvre un programme d'action: les ratonnades et les attentats.

Il y a certes des milliers de jeunes qui ont porté le badge "Touche pas à mon pote" et qui haïssent Le Pen et tout ce qu'il représente. Mais le rôle de SOS-Racisme et, de fait, de ses acolytes de la LCR est de

au cabinet du secrétariat d'Etat aux rapatriés: "400000 francs sont versés par le pouvoir aux responsables de l'association qui se rendent désormais en avion, tous frais payés, aux réunions qu'ils organisent pendant l'été à Montpellier et à Toulouse.

"Le deal est clair: que les beurs et les fils de harkis fassent la preuve de leur existence électorale et nous, socialistes, leur garantissons quelques places sur nos listes pour les conseils régionaux" (Libération, 30 octobre).

Il n'y a pas que la LCR de Krivine à jouer à "marions-les". Le 2 octobre dernier, au ministère de la Solidarité, des conseillers de Dufoix et de Mermaz ont déjà essayé de négocier l'unité des deux marches (Libération, 17 octobre). Cependant, il y a une véritable division du travail au PS pour intervenir au sein du mouvement "antiraciste". Les sociaux-démocrates n'ont pas mis tous leurs oeufs dans le même panier, prévoyant que SOS-Racisme ne peut être l'unique outil pour canaliser la colère légitime des jeunes de la deuxième génération.

Le père Delorme explique: "Si la France n'a pas connu d'émeutes comme en Angleterre, c'est parce qu'il existe toujours un certain nombre de lieux de médiations" (Libération,

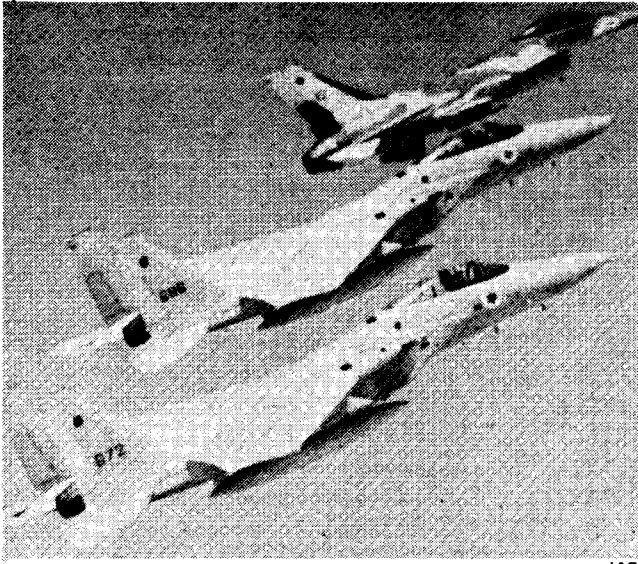
LE BOLCHEVIK
Ecrivez l'antiracisme! Révolution ouvrière!
La poudrière sud-africaine

ABONNEZ VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)
Etranger: mandat poste international

Le Bolchévik - B.P. 135-10
75463 Paris Cédex 10

Le raid meurtrier contre le QG de l'OLP à Tunis



Des chasseurs-bombardiers israéliens détruisent le quartier général de l'OLP à Tunis. 70 morts, une centaine de blessés.

Parrot/Sygma

Le terrorisme d'Etat israélien

Le 1er octobre, juste après 10 heures du matin. 18 avions israéliens ont parcouru près de 2000 km au-dessus de la Méditerranée pour atteindre leur cible juste au sud de Tunis: le quartier général de l'OLP. Les huit chasseurs bombardiers fournis par les Etats-Unis (ce seraient des F-16 ou des F-15, ou les deux) ont volé suffisamment bas pour éviter les radars, longé la côte tunisienne et lâché leur chargement de dévastation et de mort. 70 Palestiniens ou Tunisiens ont été tués, une centaine d'autres blessés. Le ministre tunisien des Affaires étrangères, qui ne faisait qu'appeler les choses par leur nom, a qualifié ce raid d'acte de "terrorisme d'Etat".

Ytzhak Rabin, le ministre israélien de la guerre, était très fier de son coup: "Le long bras des forces de défense israéliennes peut atteindre le terrorisme où qu'il se trouve." Israël combat le "terrorisme" comme la mafia combat le crime. Les chefs sionistes sont des terroristes internationaux et des hors-la-loi qui pensent pouvoir frapper n'importe quel objectif à n'importe quel moment et n'importe où pour édifier Eretz Israël (le "Grand Israël"), allant du Nil à l'Euphrate.

Pour eux, il n'y a ni loi ni frontière; les codes internationaux de conduite et les normes diplomatiques ne signifient rien. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Ytzhak Shamir, a été un dirigeant de Stern, le gang d'extrême droite terroriste. A ce titre, il fut personnellement responsable de l'assassinat du comte Folke Bernadotte, le médiateur envoyé par les USA durant la guerre israélo-arabe de 1948. En 1973, un avion de ligne lybien s'égarait au-dessus du Sinaï; l'aviation israélienne l'a détruit en plein vol, envoyant l'équipage et une centaine de passagers à une mort atroce. La même année en Norvège, le Mossad (l'agence internationale de meurtre d'Israël) assassinait à la mitrailleuse un serveur innocent soupçonné d'être un cadre de l'OLP. Lorsque l'Irak a entamé la construction d'un réacteur nucléaire, Israël l'a réduit en cendres à coups de bombes; c'est pourtant un "secret" de polichinelle qu'Israël possède l'arme nucléaire depuis plus de 10 ans.

Pour Israël, tous les Palestiniens sont des "terroristes", tous les camps de réfugiés des "zones de tir à volonté". Prenant prétexte d'une tentative d'assassinat contre son ambassadeur en Grande-Bretagne (un coup qui pourrait bien être le fait du Mossad), Israël a lancé en 1982 sa *Blitzkrieg* au Liban; guerre éclair qui a culminé avec le siège de Beyrouth et l'holocauste génocidaire de Sabra et Chatila. Des milliers de Palestiniens et de

Libanais massacrés, des dizaines de milliers d'autres sans logis et dispersés dans une nouvelle diaspora. Et Israël continue à surveiller les côtes libanaises, comme si c'était chez eux, arraisonnant ici et là des navires. Au Proche-Orient, l'étoile de David, c'est comme un écusson à tête de mort. Sous prétexte que trois Israéliens ont été tués dans un yacht à Larnaca (Chypre), Jérusalem a frappé en Tunisie. Pour ces gangsters sionistes qui ont le pouvoir d'Etat, cet acte de terreur n'était qu'une journée sanguinaire comme une autre.

"L'EMBUSCADE ISRAËLO-AMERICAINE"

Washington a prétendu n'avoir pas été tenu au courant du raid israélien en Tunisie. Mais il est impossible qu'une telle mission ait été accomplie sans sa complicité. La sixième flotte américaine se comporte en Méditerranée comme si c'était un grand lac américain. Au moment du raid, le porte-avions Saratoga (d'où sont partis les avions qui ont effectué le détournement d'avion) et une escorte de sept navires étaient en Méditerranée pour des manoeuvres appelées "Display Determination" [étalage de la détermination]. Un porte-parole de l'OLP aux Nations Unies a déclaré que les Etats-Unis avaient aidé à brouiller les radars égyptiens sur le parcours. La presse britannique rapporte que les USA ont fourni aux Israéliens des photos satellites pour les aider à faire le coup. Les bombardiers, les avions de ravitaillement et les avions de reconnaissance utilisés pour cette mission massacre étaient tous *made in USA* et dans une large mesure également payés par les Etats-Unis.

Les actes de terreur commis par Israël sont tout à fait dans la ligne de la campagne reaganienne sur la "terreur internationale", avec ses coups préventifs et ses représailles. Il n'était donc pas surprenant que les terroristes les plus brutaux et les plus sanguinaires au monde, les impérialistes américains, se soient empressés de soutenir le bombardement israélien et de le qualifier d'"expression légitime d'autodéfense", selon les mots de Larry Speakes, le ministre de la désinformation de la Maison Blanche. La mission israélienne a manqué la cible principale, Yasser Arafat, le leader de l'OLP. Au milieu des décombres laissés après le passage des jets israéliens, Arafat fit ce commentaire amer sur Washington: "C'est un message très important que j'ai reçu aujourd'hui." Plus tard, il qualifia l'attaque d'"embuscade israélo-américaine".

Il pourrait sembler que le raid israélien ait choisi la mauvaise cible au mauvais moment pour les Etats-Unis. Israël reste bien sûr le principal allié militaire des Américains au Proche-Orient, mais le gouvernement Reagan a cherché à rassembler toutes les puissances "pro-occidentales" de la région dans un grand "consensus stratégique" antisoviétique. Comme cet endroit du globe est un chaudron bouillonnant de rivalités nationalistes sanglantes, un tel "consensus stratégique" est une mission impossible pour les impérialistes. Et pour les sionistes, il n'y a qu'un consensus stratégique: Un Arabe "modéré" est un Arabe mort.

Le président Bourguiba a été particulièrement fâché par le soutien américain à ce raid. Il est vrai qu'aucun pays arabe ne peut prétendre être plus "pro-occidental" et "modéré" que le sien. Bourguiba est depuis longtemps prêt à faire la paix avec Israël, et il n'a pris les réfugiés palestiniens de Beyrouth que sous la pression américaine. De plus, la Tunisie est le seul pays arabe à avoir des éléments de démocratie constitutionnelle, un mouvement ouvrier indépendant et encore une population juive de 5000 personnes (au grand dam des sionistes). Les Juifs tunisiens ont sévèrement condamné le scandaleux bombardement israélien et une délégation représentant le grand rabbin de Tunis s'est rendue aux funérailles des victimes du raid.

LE "PROCESSUS DE PAIX" US BOMBARDE

L'attaque israélienne a eu lieu le lendemain de la visite du roi Hussein de Jordanie à la Maison Blanche. Pour Reagan, le monarque hachémite -- dont le royaume, la couronne et l'armée ont été créés de toutes pièces par l'impérialisme britannique -- est un pion central dans le "consensus" antisoviétique au Proche-Orient. Le Pentagone veut lui vendre pour deux milliards de dollars d'armement perfectionné, dont des F-20 et des missiles antiaériens Hawk. Mais le Congrès américain a bloqué cette proposition. Israël a sur ce point plus de sénateurs de son côté que Reagan.

La Maison Blanche pense qu'une des "solutions" possibles au "problème" palestinien passe par le potat d'Amman, connu aussi comme étant l'assassin de Septembre noir. (Il a, en septembre 1970, écrasé un soulèvement de la majorité palestinienne en Jordanie et massacré plus de 10000 d'entre eux.) Et dans ce plan, il faudrait que les Israéliens rendent à Amman la Cisjordanie

(qu'ils lui ont prise lors de la guerre de 1967), soit en entier soit plus probablement en partie, afin de créer un "mini-Etat" palestinien.

Arafat, qui a vendu ses combattants exilés en échange d'une "protection" américaine, vend aujourd'hui le drap de l'OLP pour devenir le fantôme d'Amman dans un bantoustan en Cisjordanie. Mais Washington y met une condition: l'OLP doit explicitement accepter les résolutions 242 et 338 des Nations unies et reconnaître Israël en échange de son retrait des territoires occupés. C'est peut-être ce qu'Arafat s'appropriait à faire. Mais Israël n'avait aucune intention d'abandonner ces territoires. Il fallait donc stopper Arafat.

Avec ce raid contre le QG de l'OLP, les dirigeants sionistes pensaient qu'ils pourraient se débarrasser une fois pour toutes du "problème Arafat", ou tout au moins saborder le "processus de paix" des Etats-Unis. Les Israéliens ont montré ce qu'ils pensaient de ces résolutions 242 et 338 des Nations unies. A l'époque du siège de Beyrouth, Israël brisait le temporaire silence des cessez-le-feu précaires par un tir de mortier tonitruant à précisément 2h42 et 3h38. Comme Arafat l'a dit en contemplant les ruines de ce qui fut son quartier général, "Israël a bombardé le processus de paix".

Juste avant le raid de Tunis, Reagan était à peu près certain que les pourparlers israélo-jordaniens pourraient commencer en décembre. Le raid a clairement démontré le contraire. Pour rattraper un peu les dégâts diplomatiques causés par le bombardement israélien, la Maison Blanche a semblé revenir sur son soutien initial et déclaré que le raid était "compréhensible" mais pas "pardonnable". Pourtant, le 6 octobre, le secrétaire d'Etat Shultz a téléphoné à Shamir pour l'assurer que les Etats-Unis considéraient toujours le raid comme "légitime" et autorisaient les Israéliens à rendre sa déclaration publique.

ISRAËL VEUT LA GUERRE

Les Israéliens ne veulent pas de pourparlers de paix -- ils sont déjà en train de préparer la prochaine guerre. Cela est déclaré ouvertement dans la plupart des journaux israéliens, comme le montre cet extrait de *Ha'aretz* (4 juillet): "L'introduction d'avions de combat perfectionnés et de missiles sol-air autoportés dans l'armée de Hussein pourrait contraindre Israël à réagir par avance en portant des coups préventifs à cette armée."

"[...] Même lorsqu'éclatera une guerre dans laquelle la Jordanie

ne prendrait pas part, il n'y aura pas de choix: Il faudra mettre en oeuvre les forces israéliennes, en particulier l'aviation, et porter à l'armée de Hussein des coups préventifs pour neutraliser sa capacité offensive."

Autre extrait typique, tiré de Davar (1er juillet): "Le régime soviétique est la source principale du terrorisme international [...]. La Syrie est à la racine du terrorisme au Moyen-Orient, en particulier contre l'Etat d'Israël. Le monde occidental en général et Israël en particulier doivent décapiter ce cancer et, si nécessaire, par la force [...]. Cette conception doit inclure la guerre préventive contre le terrorisme quelles que soient ses activités sur le terrain." Israël Shahak, défenseur réputé des droits civiques, qui a fourni ces citations dans son bulletin (30 juillet) faisait remarquer que ces roulements de tambour n'étaient "en aucune manière exceptionnels pour ce qui est des déclarations des cercles dirigeants militaires et politiques d'Israël. De plus, elles sont tout à fait en accord avec la pensée stratégique israélienne telle qu'elle s'est développée depuis la création de l'Etat d'Israël."

Quant à l'électorat israélien, il est profondément divisé. Des couches importantes de la population de langue hébraïque, en particulier les jeunes Juifs d'origine orientale, sont à la droite des deux partis de la coalition gouvernementale ("travailleurs" et Likoud); ils adhèrent ouvertement à des positions fascisantes pour le génocide des Palestiniens, telles que les exprime Meir Kahane. D'un autre côté, une partie de la population de langue hébraïque d'origine européenne commence à en avoir assez de vivre dans une caserne sioniste, avec une inflation de 1000%, des impôts de budget de guerre, un pouvoir théocratique croissant des rabbins orthodoxes qui sont devenus les ayatollahs de l'Etat sioniste, l'état de siège dans les territoires occupés et la guerre qui n'en finit pas avec les États arabes voisins.

Les gouvernants sionistes ont bombardé le processus de paix de Reagan-Hussein, parce qu'ils ont besoin d'une guerre pour se remettre de l'humiliante retraite libanaise,

réaffirmer leur domination dans les territoires occupés (qui font partie d'Eretz Israël) et pour réunifier le peuple de langue hébraïque, profondément divisé. Durant l'invasion et l'occupation du Liban, l'armée sioniste s'est comportée comme des sections d'assaut nazies,

Amman tout autant qu'avec Jérusalem. Avishai Margalit, dans une critique d'un ouvrage de l'intellectuel israélien Moshe Maoz intitulé "Palestinian Leaders in the West Bank" [Les dirigeants palestiniens de Cisjordanie], faisait remarquer qu'avant même que le livre soit terminé "il s'est



AFP

Arafat devant les ruines de son Q.G. "C'est un message très important que j'ai reçu aujourd'hui" ...de Washington via Tel Aviv.

ce faisant elle a réussi à transformer en ennemis irréductibles tous les secteurs de la population du chaudron libanais déchiré par les haines et les irrédentismes nationaux, communautaires et religieux.

De même, en Cisjordanie, les Israéliens se sont systématiquement débarrassés, en les assassinant ou en les expulsant, des leaders palestiniens modérés qui s'étaient présentés aux élections municipales organisées par Israël en 1976; ceux-là mêmes qui étaient prêts à s'entendre avec

trouvé que, de tous les maires dont il parlait, il n'en restait plus qu'un. Tous avaient été soit démis de leurs fonctions, soit expulsés (Muhamad Milhem et Fahd Qawasma), soit grièvement blessés par des terroristes juifs 'non modérés' (Karim Khalef et Bassam Shak'a)" (New York Review of Books, 26 septembre).

Les colons sionistes assoiffés de sang sévissent partout avec leurs Uzis et leurs grenades (généreusement fournies par les autorités militaires israéliennes), mais on voit apparaître

une nouvelle génération de Palestiniens qui se battent. Ils font penser à la jeunesse noire et métisse d'Afrique du Sud par leur courage et la justice de leur cause: la lutte pour leurs droits légitimes. Comme Thomas Friedman, le correspondant du New York Times à Jérusalem, faisait remarquer, "ces Palestiniens n'ont pas connu autre chose que l'occupation israélienne et ils refusent d'accepter la docilité de leurs aînés". Thomas Friedman cite Zeev Schiff, le correspondant de guerre du grand quotidien israélien Ha'aretz: "Ces événements [dans les territoires occupés] sont les bourgeons d'une guerre civile" (New York Times, 3 octobre).

Mais tout comme la jeunesse noire et métisse d'Afrique du Sud, ces jeunes Palestiniens armés de couteaux de cuisine, de pistolets et de quelques grenades ont à faire face à une suprématie militaire totale du côté de leurs oppresseurs, et ils n'ont pas de direction marxiste pour leur montrer la voie prolétarienne de la libération nationale. Il y a au sein de l'OLP une division du travail entre Arafat, le "diplomate", et d'obscurs groupes comme le Front de libération de la Palestine qui commettent des actes de terrorisme monstrueux et indéfendables pour "faire oublier" qu'Arafat est prêt à vendre la cause palestinienne à l'assassin de Septembre noir, aux impérialistes et aux sionistes, pour peu que ces derniers le veuillent bien. Quant aux autres tendances du nationalisme palestinien, leurs divergences portent seulement sur savoir à quel despote arabe ou à quel ennemi des Palestiniens il faut se vendre cette semaine.

Les Israéliens veulent la guerre et ils ont le doigt sur la gâchette nucléaire. Le colonel William Kennedy, autorité reconnue en la matière, rapportait, se référant à des renseignements fournis par les satellites espions américains lors de la guerre de 1973 au Proche-Orient: "Les missiles israéliens sol-sol Jéricho ont été munis de têtes nucléaires lors de trois journées frénétiques d'activités centrées autour de Démana dans le Néguev. Ces têtes nucléaires de 20KT auraient pu être lancées sur Le Caire ou Damas, et on avait pris la décision politique que, si

Suite page 15

Reagan pirate de l'air

Reagan joue les Rambo dans son bureau de la Maison Blanche. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, quatre avions de combat de l'armée américaine ont intercepté un avion civil égyptien transportant quatre terroristes palestiniens après le piratage stupide du paquebot Achille-Lauro.

Reagan se confond en louanges pour les grandes prouesses de l'armée et des services de renseignements américains: "Nous avons fait tout cela tout seuls" comme des grands." Mais beaucoup de gens bien renseignés soupçonnent que tout était arrangé d'avance. Les Italiens, peut-être vexés par les fanfaronnades de Reagan, ont vendu la mèche: "Des personnalités politiques importantes d'Italie ont déclaré ce matin que le transport en Italie de ceux qui ont détourné l'avion [...] résultait d'un accord multipartite entre les Etats-Unis, l'Italie, l'Egypte et l'OLP."

"D'après nos sources, le gouvernement égyptien aurait informé les Italiens du vol que prenaient les quatre pirates du Caire à Tunis" (New York Times, 11 octobre).

Quel coup audacieux! La sixième flotte, qui est un véritable aéroport flottant au milieu de la Méditerranée, a réussi à détecter un avion civil égyptien, mais, comme par hasard, elle n'a pas "vu" l'escadron de seize avions de combat israéliens made in USA qui a bombardé le quartier général de l'OLP à Tunis!

Tout cela était donc le fait d'un marché. L'armée américaine a eu l'occasion de se faire les muscles sans risque; l'Italie a le droit de

juger les pirates qui ont détourné son paquebot; l'Egypte peut se débarrasser d'eux tout en pouvant faire semblant qu'elle ne les a pas livrés aux Etats-Unis; Israël a son cadavre juif américain, et c'est ce qu'ils voulaient depuis le début; et l'OLP se fait baiser la gueule.

Le stupide détournement du paquebot Achille-Lauro a été un cadeau du ciel pour Reagan et Israël. Au moment même où la tension politique montait à cause du bombardement, soutenu par les Américains, contre le quartier général de l'OLP en Tunisie (Cf. l'article ci-contre), les quatre rebelles palestiniens ont fait tout ce qu'ils ont pu pour miner la sympathie à leur cause que le raid israélien avait provoquée. De toutes les nationalités, ils n'ont rien trouvé de plus malin que de choisir un bateau italien. (L'Italie a la réputation d'être plutôt sympathique à la cause palestinienne -- le pétrole lybien y est sans aucun doute pour quelque chose.) Ils ont menacé tout un éventail de ressortissants de nationalités européennes différentes, plus une poignée d'Américains; et, pour couronner le tout, ils ont gratuitement et cruellement assassiné Léon Klinghoffer, juif américain, âgé et infirme.

Evidemment, pour Reagan, les vies des petits-bourgeois américains sont les seules qui comptent au monde. La Maison Blanche se moque royalement de celle des Tunisiens, des Palestiniens, des Italiens, des Egyptiens, etc. Elle n'a même pas fait semblant de se préoccuper des centaines de matelots italiens à bord du paquebot détourné. L'Union sovié-

tique a rappelé, à ce propos, un acte encore plus aberrant. En 1970, deux Lithuaniens d'extrême droite avaient détourné un avion d'Aeroflot et assassiné un steward. Les Etats-Unis ont accordé l'asile à ces deux terroristes et rejeté les demandes d'extradition des Soviétiques.

Les crimes des terroristes palestiniens font pâle figure à côté de ceux des sionistes israéliens dont le terrorisme s'appuie sur le pouvoir d'Etat. Les terroristes palestiniens sont le produit d'un peuple opprimé et désespéré. Certains des pirates de l'Achille-Lauro seraient des survivants des massacres de Sabra et Chatila, massacres organisés par le criminel de guerre Ariel Sharon.

Le détournement de l'Achille-Lauro est tombé à point pour arranger les affaires du plus grand et du plus

dangereux terroriste du monde: l'impérialisme US. Le détournement de l'avion égyptien ne peut que conforter Reagan dans l'idée qu'il peut être le gendarme du monde. "Nous le referons si l'occasion se représente" fanfaronnait le porte-parole de la Maison Blanche, Larry Speakes. Une des conséquences de l'arrogance impérialiste sans borne de Reagan, au nom de la lutte contre le terrorisme, c'est que les touristes américains ont de plus en plus de chances d'être les cibles du terrorisme nationaliste.

Mais ce qu'il y a de plus effrayant dans tout cela, c'est le plaisir malsain que Reagan et Weinberger, le chef du Pentagone, ont eu à détourner un avion civil non armé. Car il faut se rappeler que ces hommes ont le doigt sur la gâchette nucléaire. Heureusement que les Russes ne sont pas nés de la dernière pluie et qu'ils sont armés. On aurait intérêt à se débarrasser des Reagan, Thatcher et autres Mitterrand avant qu'ils se débarrassent de nous.

Adapté de Workers Vanguard n°389

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

numéro 21

- Iran et la révolution permanente
- Massacres au Sri-Lanka

numéro 22

- Nécrologie du Socialist Workers Party

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10



Gorbatchev et l'économie soviétique

A l'intérieur comme à l'extérieur de l'URSS, l'ascension de Mikhaïl Sergueevitch Gorbatchev a été vue comme un événement "galvanisant" pour l'Union soviétique. Le nouveau premier secrétaire du PC d'URSS a violemment critiqué la paresse, la corruption et l'autosatisfaction lénifiante des années Brejnev; il a appelé à "de profondes transformations dans l'économie et dans tout le système des relations sociales" de l'URSS d'ici à l'an 2000. Et, de fait, une nouvelle génération de responsables a été promue aux postes de commande dans la hiérarchie du Kremlin. Au cours de ses visites d'usines, des réunions improvisées qu'il tient dans la rue, de ses discours sur la science et la technologie, Mikhaïl Gorbatchev prêche la nécessité du dynamisme et de la discipline.

Le nouveau style de la direction du Kremlin s'exprime dans une histoire qui fait le tour de Moscou. Staline, Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev voyagent ensemble dans le transsibérien qui traverse la vaste taïga. Le train tombe en panne. Staline ordonne de fusiller le mécanicien. Le train ne repart pas. Khrouchtchev dit: "Réhabilitons le mécanicien." Toujours aucun mouvement. Brejnev tire les rideaux, se cale dans son fauteuil et dit: "Faisons comme si le train roulait." Gorbatchev saute du train et ordonne à tout le monde de descendre. "Tout le monde pousse", dit-il, "et je vous donnerai une augmentation plus tard." Mais le message de Gorbatchev n'est pas simplement qu'il faut travailler plus. Dans son discours au comité central après la mort de Tchernenko, il a appelé la Russie à rejoindre l'âge de la haute technologie: "Nous devons réaliser un tournant décisif en transférant l'économie nationale sur la voie du développement intensif. Nous devrions et nous devons atteindre dans les plus brefs délais les positions scientifiques et techniques les plus avancées, le plus haut niveau mondial pour ce qui est de la productivité du travail social" (New York Times, 12 mars).

Le programme de Gorbatchev peut-il réussir? Il est certain que, dans une économie gouvernée par la maxime "Nous faisons semblant

de travailler et ils font semblant de nous payer", une campagne contre les habitudes de travail paresseuses, l'absentéisme, l'alcoolisme, etc., peut améliorer la productivité du travail, et dans une certaine mesure elle l'a déjà fait. Il y a beaucoup de marge pour éliminer les pires manifestations de la corruption et de l'inefficacité des gestionnaires sans bouleverser fondamentalement le système. Mais les racines du malaise économique actuel de l'Union soviétique sont plus profondes. Les économistes bourgeois mettent en cause le parasitisme et le conservatisme de la bureaucratie dirigeante, et ils mettent cela sur le compte du léninisme et de l'économie planifiée.

La bureaucratie est au contraire l'ennemi d'une planification économique rationnelle. A la fin des années 20 déjà, Léon Trotsky, cofondateur avec Lénine de l'Etat soviétique, mettait le doigt sur le problème: on ne peut pas insuffler une vitalité fondamentalement nouvelle à l'économie soviétique sans rétablir la démocratie ouvrière.

Gorbatchev mène son programme de galvanisation de la bureaucratie comme s'il était très pressé. Déjà en tant que bras droit d'Andropov, il avait destitué un tiers de tous les secrétaires régionaux du parti, un quart des 90 ministres et neuf des 23 chefs de département du comité central (Der Spiegel, 18 mars). En tant que chef du parti communiste, il a viré les ministres de l'industrie agro-alimentaire, du pétrole et du bâtiment. Ce sentiment d'urgence, en particulier en ce qui concerne le fléchissement du taux de croissance de l'économie soviétique, reflète au fond la pression accrue exercée par le militarisme impérialiste. La clique qui détient actuellement le pouvoir à Washington se prépare à la guerre; l'hommage rendu par Reagan à Bitburg aux nazis tombés à la guerre ne fait que souligner le danger d'une opération Barbarossa nucléaire. En même temps, la droite américaine croit depuis longtemps qu'elle peut pousser l'économie soviétique à la faillite par une course effrénée aux armements. Maintenant qu'elle est au pouvoir, elle est bien décidée à tout faire pour détruire l'"empire du mal".



Juin 1985 -- Dans le cadre d'une vaste campagne pour l'intensification du travail, Gorbatchev visite une aciérie. TASS

"Les USA doivent doubler leurs dépenses d'armements. Nous devons mettre en orbite un satellite militaire efficace et les Russkoffs feront bien de savoir que nous allons nous en servir [...]. Nous devons sur le champ doubler nos dépenses.

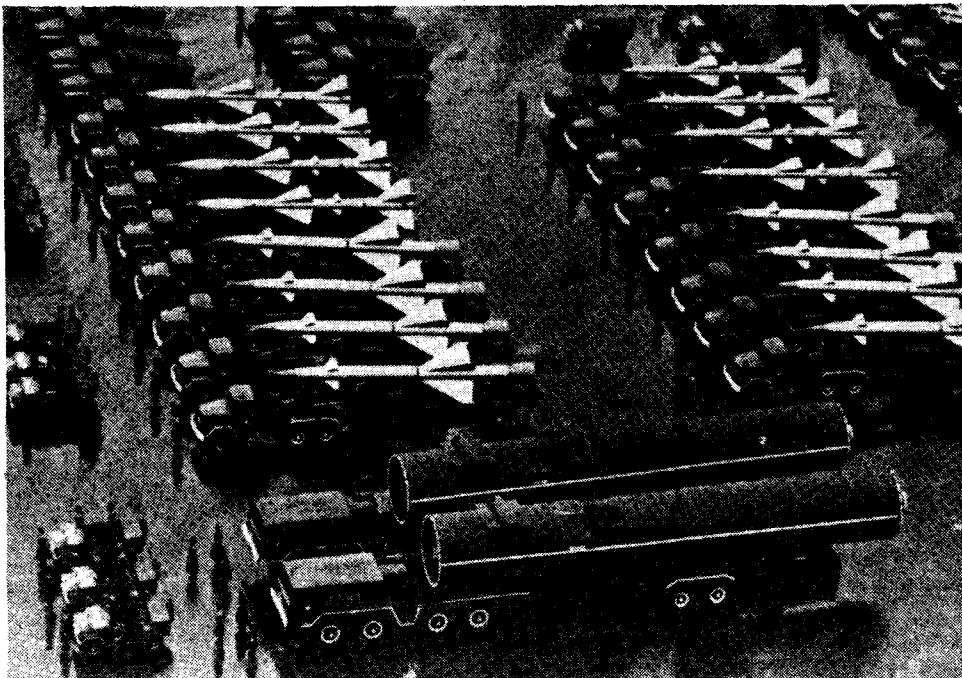
"[...] nous dépensons en ce moment 10% de notre produit national brut. Nous pourrions doubler cela sans en souffrir; mais l'URSS dépense déjà 20% de son produit national brut. Si elle double ce chiffre, mon vieux, elle va craquer. Cröyez-moi -- elle va craquer" (Len Deighton, The Billion Dollar Brain).

Ainsi parlait le "général Midwinter", le magnat du pétrole texan et Führer d'une organisation d'espionnage anti-communiste privée, Crusade for Freedom [Croisade pour la liberté]. Quand au milieu des années 60, Deighton écrivit ce roman d'espionnage, le général Midwinter était présenté et considéré comme un parfait cinglé. Aujourd'hui, il serait considéré comme un modéré dans l'administration Reagan.

Une vision du monde qui est typiquement celle du général Midwinter, c'est celle présentée dans le nouveau livre de Richard Pipes, *Survival Is Not Enough* (1984). Ce pamphlet anticommuniste a peu attiré l'attention, excepté de la part de la clique Reagan. La jaquette du livre est remplie de commentaires approuvés de Kirkpatrick, Weinberger, Nitze et Cie. Le chef du Pentagone [Weinberger] déclare: "Je suis fortement d'accord avec le point principal de Pipes." Le point principal de Pipes c'est restaurer le capitalisme en Union soviétique en combinant une politique délibérée de provocations, une course effrénée aux armements, la guerre économique totale et la subversion intérieure.

Richard Pipes, un des membres fondateurs de la clique Reagan, a provoqué quelques vagues quand en 1981-82 il était directeur des affaires est-européennes et soviétiques auprès du Conseil national de sécurité; il avait alors déclaré qu'il n'y a aucune alternative à une guerre avec l'Union soviétique si les Russes n'abandonnent pas le communisme" (New York Times, 27 mars 1981). Dans son dernier livre, il exprime son rêve de contre-révolution "pacifique": "L'autre [alternative] c'est un champ d'action plus large pour l'entreprise privée [...]. Cela nécessite probablement la décentralisation des prises de décisions industrielles, le démantèlement des fermes collectives, l'adoption dans l'industrie et l'agriculture du principe contractuel comme étant la règle plutôt que l'exception, et le transfert d'une bonne part des secteurs de la consommation et des services à des entreprises privées. La conséquence de telles réformes serait une économie mixte [...]."

Ce ne sont pas seulement les généraux Midwinter grouillant maintenant à Washington qui pensent que l'Union soviétique est arrivée à une telle impasse que, pour survivre, ses dirigeants doivent aller vers le capitalisme. Le directeur-adjoint du centre de recherches sur la Russie à l'université d'Harvard, Marshall Goldman, a intitulé son dernier livre *U.S.S.R. in Crisis: The Failure of an Economic System* (1983) [l'URSS en crise: l'échec d'un système économique]. Le 23 septembre 1984, le



Défilé de missiles soviétiques sur la Place rouge (ci-dessus); (à droite) Décembre 1983, le maréchal Nikolaï Ogarkov dénonce le déploiement par les USA des missiles de première frappe Pershing. La nécessité d'un effort de défense considérable face aux provocations bellicistes US est un fardeau pour l'économie soviétique. TASS



quotidien libéral *Washington Post* écrivait: "La structure économique existante n'offre pas la perspective de transformer une Union soviétique arriérée en une puissance industrielle moderne, et maintenant ce pays fait face à des tensions internes sans précédent dans sa lutte pour simplement maintenir le mouvement en avant". "Toute tentative sérieuse pour secourir l'économie soviétique", déclarait l'hebdomadaire conservateur de Londres *The Economist* dans son numéro du 16 mars dernier, doit comprendre "la libération d'une partie du secteur industriel et de la plus grande partie des industries de services des instructions données par les bureaucrates de la planification centrale, à l'exception des plus générales".

En bref l'opinion bourgeoise occidentale s'est convaincue a) que l'Union soviétique est entrée dans une période d'aggravation d'une crise économique qui ne peut pas être résolue par les méthodes traditionnelles ou le rafistolage au coup par coup; et b) que la seule issue possible est d'abandonner la planification économique centralisée au profit de "réformes" orientées vers le marché: la concurrence entre les entreprises, donner aux gestionnaires le pouvoir de déterminer le niveau de production et les prix, la liquidation de l'agriculture collectivisée au profit de la petite propriété paysanne, et permettre à des entrepreneurs privés de prendre le contrôle de la plus grande part du secteur des services, comme le commerce de détail.

UNE CRISE ECONOMIQUE SOVIETIQUE?

Quand on lit les analyses occidentales sur l'état actuel de l'économie soviétique, on pense au mot de Mark Twain: "Les nouvelles de ma mort sont considérablement exagérées." La campagne de propagande sur une "crise" économique soviétique a commencé au début des années 80, à une époque où le monde capitaliste avancé subissait lui-même la pire des dépressions depuis les années 30. 30 millions de travailleurs se trouvaient au chômage en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et au Japon, alors que l'Union soviétique connaissait un *plus-que-plein-emploi*, c'est-à-dire qu'il y avait davantage d'emplois disponibles que de travailleurs pour les occuper. En 1981-82, la production industrielle a diminué en Amérique du Nord de 6% et en Europe occidentale de 4%. Pendant ces deux années la production industrielle a augmenté en URSS de 6%. Alors que les gouvernements de tous les principaux pays capitalistes -- Reagan, Thatcher, Mitterrand, Kohl -- ont imposé de sauvages mesures d'austérité et fait des coupes sombres dans les services sociaux, le niveau de consommation s'est amélioré ces dernières années en Union soviétique, bien qu'à un rythme très lent.

Quelle est donc la base de toutes ces discussions sur une "crise" économique en URSS? C'est le fait que le taux de croissance a diminué nettement dans la dernière décennie. Pour placer ce ralentissement de la croissance dans une juste perspective, il faut considérer le développement économique rapide des décennies précédentes. De 1950 à 1980, la consommation par tête d'habitant a presque triplé en URSS. Il y a eu des progrès frappants dans presque tous les domaines de la vie matérielle.

Prenons par exemple l'alimentation. On explique au public américain que l'Union soviétique ne peut pas nourrir sa propre population et qu'elle doit recourir à des importations massives de céréales achetées à l'Ouest. La réalité est très différente. La production agricole brute a plus que doublé entre 1960 et 1980. Il y a eu une amélioration spectaculaire, qualitative, dans le régime alimentaire du citoyen soviétique moyen. La consommation de viande par tête d'habitant a plus que doublé, passant entre 1950 et 1982 de 26 à 57 kilos par an. De même pendant cette période, la consommation annuelle de poisson par habitant est passée de 7 à 18 kilos et celle de légumes de 51 à 101 kilos (David Lane, *Soviet Economy and Society* [1985]). Dans



Pas de files d'attente pour le pain à Moscou. L'accroissement de la consommation alimentaire démontre l'inanité des espoirs américains d'affamer la population soviétique.

le même temps, la consommation de produits de base russes traditionnels comme les pommes de terre et le pain a diminué au fur et à mesure que les gens amélioraient leur régime alimentaire. Aujourd'hui, le citoyen soviétique moyen mange au moins autant de boeuf qu'un ouvrier dans la Grande-Bretagne de Thatcher, et beaucoup plus de porc et de poisson. Les considérables importations de céréales faites par l'Union soviétique, qui certaines années représentent un quart de la consommation totale, sont utilisées pour nourrir le bétail, pas pour fabriquer du pain.

Dans la mesure où on peut parler d'une crise économique en Union soviétique, il s'agit d'une "crise d'espérance" tant de la part des masses laborieuses que des hautes sphères bureaucratiques. La population soviétique a eu, si l'on peut dire, un avant-goût d'un niveau de vie occidental, et naturellement elle veut davantage. Mais ces dernières années il n'y a guère de quoi avoir plus. La consommation de viande -- un indicateur clé d'un régime alimentaire occidental -- a été gelée depuis une dizaine d'années. A part certains biens de consommation durables (télévisions, réfrigérateurs), il n'y a pas eu d'amélioration majeure du niveau de vie des Soviétiques depuis le milieu des années 70. Les promesses d'hier n'ont pas été tenues. On est bien loin des temps impétueux des années 50, quand Nikita Khrouchtchev, sa chaussure à la main, annonçait que l'Union soviétique devancerait les Etats-Unis et arriverait au communisme intégral d'ici à 1980.

En 1980, le chef de l'organisme central de planification (Gosplan), Nikolaï Baïbakov, écrivait: "Nous avons été incapables de réaliser un changement d'orientation abrupt en augmentant l'efficacité de la production sociale [...]. Sans une amélioration radicale de la situation dans le domaine du progrès scientifique et technique, il ne sera pas possible de réaliser les vastes tâches définies par le parti et le gouvernement" (cité dans *Soviet Economy in the 1980's: Problems and Prospects* [1983], publié par le Joint Economic Committee du Congrès américain). Dans le roman policier sur l'Union soviétique *May Day in Magadan* d'Anthony Olcott, le général du KGB Polkovnikov exprime les mêmes inquiétudes dans un langage plus terre à terre: "Bon sang, il n'y a pas besoin de chiffres pour savoir que le Gosplan a déraillé, que nous sommes sur une mauvaise voie. Tout le monde dit que ça va mal et que ça pourrait être pire. Et si nous devons commencer à acheter davantage de pétrole? Et s'il y avait une autre guerre ou les Polonais ou dieu sait quoi? Il y a des millions de choses préoccupantes [...]"

L'URSS SOUS LA MENACE DES MISSILES DE REAGAN

Au centre de ces millions de choses préoccupantes il y a la pression énorme et déformante du militarisme

de l'impérialisme. Malgré un développement économique significatif depuis des décennies, le revenu national par tête d'habitant en Union soviétique ne représente toujours que 60% de celui des Etats-Unis. Par conséquent, l'effort consenti pour rester au niveau de l'arsenal du Pentagone est un terrible fardeau pour l'économie soviétique. D'où l'extrême importance que la bureaucratie stalinienne attache aux accords de limitation des armements avec les puissances de l'OTAN. D'où aussi la persistance chez les réactionnaires de l'idée à la général Midwinter que les Etats-Unis peuvent briser économiquement l'Union soviétique par une course effrénée aux armements.



Meeting ouvrier à l'usine Poutilov pour la réélection du soviet de Pétrograd en 1920. Seul un retour à la démocratie ouvrière peut libérer tout le potentiel de l'économie collectivisée.

D'après la CIA et autres observateurs professionnels du Kremlin et du Gosplan, l'Union soviétique a continué pendant les dix dernières années à accroître ses dépenses militaires, en termes réels, de 4,5% par an, bien que la croissance économique globale soit maintenant inférieure à ce chiffre. Résultat, la part du secteur militaire est passée d'un montant estimé de 12% du produit national brut dans les années 70 à 14% en ce moment (contre 7% aux Etats-Unis). De plus, ce chiffre sous-estime le fardeau réel de la défense sur l'économie soviétique. Le secteur militaire absorbe une proportion beaucoup plus grande des ressources scientifiques et techniques les plus avancées (scientifiques, ingénieurs, machines sophistiquées, temps de calcul sur ordinateurs). Il prend le meilleur des dépenses de recherches et développement [RD]. Comme l'a expliqué l'économiste américain Stanley Cohn, "l'effort intensif de RD nécessaire pour soute-

nir la production d'armements stratégiques a privé encore un peu plus les secteurs civils de production des plus importants ingrédients de la croissance" (*Soviet Military Economic Relations* [1983], publié par le Joint Economic Committee du Congrès américain).

Malgré le fardeau grandissant de la défense militaire et le ralentissement de la croissance économique, le niveau de consommation n'a pas été réduit et s'est même amélioré dans certains domaines: davantage de canons (ou de missiles) et pas moins de beurre (ou de viande). Comment cela a-t-il été possible? Les bureaucrates du Kremlin ont hypothéqué la croissance économique à long terme en réduisant au maximum les nouveaux investissements dans des usines et des machines. Dans le plan quinquennal de 1976-80, la croissance de l'investissement a été réduite de moitié, passant de 7% à 3,5% par an. Dans le plan quinquennal actuel (1981-85), il a été presque réduit à nouveau de moitié, passant à 2% par an, de loin le taux de croissance le plus faible depuis le début des années 20! "La politique soviétique favorise depuis 1975 les armements aux dépens de l'investissement", tel est le titre d'un rapport devant le Congrès d'un "universitaire attaché" à la CIA (voilà un beau titre). Richard Pipes écrit avec jubilation: "Le choix devant lequel se trouve la direction soviétique n'est pas entre le beurre et les canons [...] mais entre les canons et les usines." Ca, c'est vrai. L'Union soviétique ne peut pas suivre le programme d'armements massif du Pentagone sans diminuer le niveau de vie, à moins qu'elle ne revienne de façon drastique sur la décélération de la croissance économique de ces dernières années.

Ce que les généraux Midwinter

ne comprennent pas et ne peuvent pas comprendre, c'est que la population soviétique se souvient très bien des 20 millions des siens tués quand l'Allemagne nazie a envahi le pays, et elle est déterminée à ce que cela ne se produise plus jamais. Elle est prête à faire des sacrifices pour être militairement préparée contre les fous furieux de Washington. Un universitaire américain spécialiste de l'économie soviétique, Daniel Bond, a essayé d'expliquer cette réalité de la situation russe au Congrès des Etats-Unis: "La population soviétique pense effectivement que la défense est quelque chose de très positif; contrairement au public américain, qui ne considère pas vraiment de façon positive les dépenses de défense. La population soviétique, en partie à cause de l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale, les considère de façon positive" (*Soviet Military Economic Relations*).

Au cours de la période de vingt

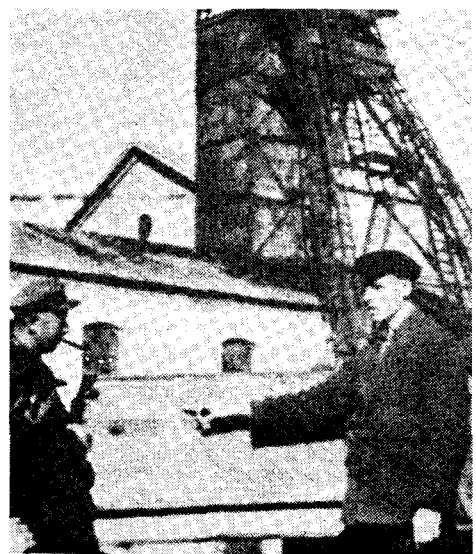
Economie soviétique...

Suite de la page 9

ans qui s'étend du milieu des années 50 au milieu des années 70, la croissance de l'économie soviétique a été suffisamment rapide pour ne pas se laisser distancer par les USA dans la course aux armements et pour arriver à un équilibre nucléaire approximatif, pour plus que doubler le niveau de vie de ses citoyens et même pour subventionner massivement l'Europe de l'Est. Pourquoi est-ce que cela n'est plus possible? Quelle est la cause fondamentale du malaise économique soviétique actuel?

LE PARASITISME BUREAUCRATIQUE ET L'ECONOMIE SOVIETIQUE

Dans le passé, le développement industriel soviétique a été basé sur ce que les économistes appellent la croissance extensive, c'est-à-dire la construction de nouvelles usines utilisant une réserve de main-d'oeuvre apparemment inépuisable en provenance des campagnes. Par conséquent, la structure de l'investissement industriel soviétique a été historiquement



Sovfoto

Dans les années 30 Staline citait en exemple le mineur de charbon Stakhanov (à droite). Les travailleurs qui n'acceptaient pas l'accélération des cadences stakhanovistes étaient dénoncés comme "saboteurs trotskystes" et envoyés dans des camps de travail.

très différente de celle du monde capitaliste avancé. Depuis plusieurs décennies, environ 50% des investissements réalisés aux USA sont destinés à remplacer des machines obsolètes (réoutillage). Au contraire, dans les années 70 presque 80% des investissements industriels soviétiques étaient consacrés à de nouveaux projets de construction. De plus, ces constructions d'usines prennent un temps infini parce que les différentes bureaucraties responsables (qui sont souvent en concurrence pour obtenir des ressources) surestiment invariablement la productivité et sous-estiment les coûts. Par conséquent, le parc industriel soviétique est de plus en plus vieux et de plus en plus loin des techniques occidentales et japonaises les plus avancées.

Vers le début des années 70, il était clair que l'Union soviétique épuisait rapidement les ressources de base de la croissance extensive, à savoir la force de travail excédentaire. Depuis lors, le problème a progressivement empiré. Alors que pendant le plan quinquennal 1976-81 onze millions de nouveaux travailleurs s'étaient ajoutés à la main-d'oeuvre disponible, seulement trois millions de travailleurs supplémentaires sont disponibles dans le plan quinquennal actuel. Parmi eux, 2,5 millions sont des turcophones de l'Asie centrale soviétique, qui ne vont vraisemblablement pas émigrer vers les régions où la pénurie de main-d'oeuvre est aiguë, en Russie d'Europe, en Ukraine et en Sibérie. Par conséquent, la croissance économique dépend de façon critique d'une amélioration de la productivité de la force de travail existante dans les usines

existantes. Cela s'appelle la croissance intensive. Depuis plus d'une décennie, la nécessité de passer d'une croissance extensive à une croissance intensive est un thème standard, presque un cliché, dans les déclarations économiques officielles.

Cependant, cette transition abondamment proclamée et promise a rencontré un obstacle fondamental: le parasitisme bureaucratique généralisé à la base de l'économie. Les gestionnaires et les administrateurs sous-estiment régulièrement les capacités réelles afin de se faire attribuer un plan facile à réaliser. Ils accaparent la main-d'oeuvre et gaspillent les matières premières. Ils réalisent les objectifs du plan, mais avec des marchandises de mauvaise qualité ou dans des tailles et des assortiments irréguliers. Par exemple, si le plan est établi en tonnes, on produit des objets d'un poids inhabituel. Il y a un célèbre dessin des années 50 sur une usine de clous qui remplit son quota annuel en produisant un unique clou géant. Gestionnaires et administrateurs font obstacle à l'innovation et à la prise de risques, de peur de ne pas remplir dans les délais les objectifs du plan.

Aussi longtemps que la croissance consistait principalement à construire de nouvelles usines et autres équipements, l'Union soviétique pouvait maintenir et maintenir des taux de croissance élevés malgré le lourd handicap du parasitisme bureaucratique et de l'inefficacité micro-économique. Mais ces facteurs entraînent maintenant vers le gouffre l'économie soviétique. Parlant de la montée des problèmes économiques, Gorbatchev déclarait: "Il faut insister principalement sur le rééquipement technique des usines, sur les économies de ressources et assurer une amélioration sensible de la qualité des produits."

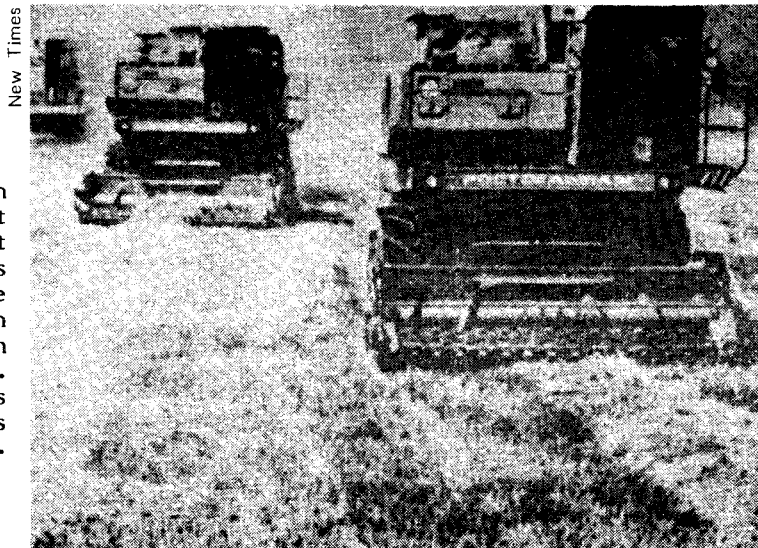
"Il est crucial d'abandonner sans hésitation le stéréotype déterminant de la gestion du passé, dans lequel les nouvelles constructions étaient considérées comme le principal moyen d'accroître la production et où beaucoup d'usines existantes n'étaient pas techniquement modernisées pendant de nombreuses années [...].

"De ce fait, la tâche principale du travail d'aujourd'hui est de provoquer par tous les moyens possibles un changement dans l'esprit et l'attitude des personnels, du sommet à la base, en concentrant leur attention sur la chose la plus importante: le progrès scientifique et technique."

"[...] L'optimisme ne libère personne de la nécessité de travailler. Il va nous falloir beaucoup travailler!" (Pravda, 12 juin [traduction adaptée de Moscow News, juin 1985]).

En un sens, il n'y a vraiment rien de nouveau dans ce que dit Gorbatchev. Depuis des décennies les plus hauts dirigeants du Kremlin -- Staline, Khrouchtchev, Brejnev -- ont exhorté les gestionnaires et les administrateurs sous leurs ordres à être plus dynamiques, plus innovateurs, et en même temps plus attentifs aux coûts. Pourtant, des décennies d'exhortations -- appuyées au temps de Staline par le goulag et les pelotons d'exécution -- n'ont pas, pour reprendre la formule de Gorbatchev, changé la psychologie de l'activité économique. L'arbitraire bureaucratique au sommet ne peut pas éliminer le parasitisme bureaucratique à la base. Et à mesure que l'économie soviétique devient plus développée, la gabegie bureaucratique devient

L'amélioration de l'équipement des fermes est une des clés d'une augmentation de la production céréalière. Ici des moissonneuses à l'essai.



New Times

Ce dessin publié en 1981 dans le magazine satirique soviétique Krokodil tourne en dérision la gestion des coopératives forestières. La légende dit: "Ils ont encore oublié de fournir des wagons...?"



un obstacle toujours plus important au progrès économique.

Les propagandistes et les publicistes bourgeois occidentaux rendent bien sûr l'existence même de la propriété collectivisée et de la planification centralisée responsable du malaise économique soviétique actuel. On entend souvent l'argument suivant: la planification centralisée a pu marcher plus ou moins quand l'économie soviétique était relativement primitive, mais elle ne peut pas satisfaire aux besoins d'une société plus complexe et technologiquement plus avancée. Dans son livre U.S.S.R. in Crisis: The Failure of an Economic System, Marshall Goldman affirme: "Il s'avère que le marxisme n'est pas adapté au type de besoins que l'Union soviétique a en ce moment [...].

"Ce qui est ironique, c'est que les pays industrialisés du monde non communiste semblent gérer le changement et l'évolution mieux que le soi-disant monde révolutionnaire communiste." Les idéologues anti-communistes comme Goldman identifient le marxisme avec le stalinisme, point de vue qu'ils partagent avec les staliniens.

En réalité, ce n'est pas le marxisme mais la gabegie bureaucratique stalinienne qui est à la racine de l'essoufflement économique soviétique. Il y a un demi-siècle le grand marxiste russe Léon Trotsky, dirigeant de l'Opposition de gauche contre Staline, avait prédit l'impasse économique actuelle de l'Union soviétique et donné ses causes fondamentales. Dans La révolution trahie, son étude classique de la contre-révolution politique stalinienne, Trotsky écrivait: "Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique coïncide avec la période d'assimilation. Le gros travail d'imitation, de greffe, de transfert, d'acclimatation s'est fait sur le terrain préparé par la révolution. Il n'a pas été question, jusqu'ici, d'innover dans le domaine de la technique, de la science ou de l'art. On peut construire des usines géantes d'après des modèles importés de l'étranger sous le commandement bureaucratique, en les payant,

il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange." Les terribles destructions de la Deuxième Guerre mondiale ont retardé le jour où l'économie soviétique a dû effectuer la transition de la quantité brute à la qualité, de la croissance extensive à la croissance intensive. Mais ce jour est maintenant arrivé -- et le retard a rendu l'échéance d'autant plus amère.

PAS LES "REFORMES" ORIENTEES VERS LE MARCHE, MAIS LA REVOLUTION POLITIQUE!

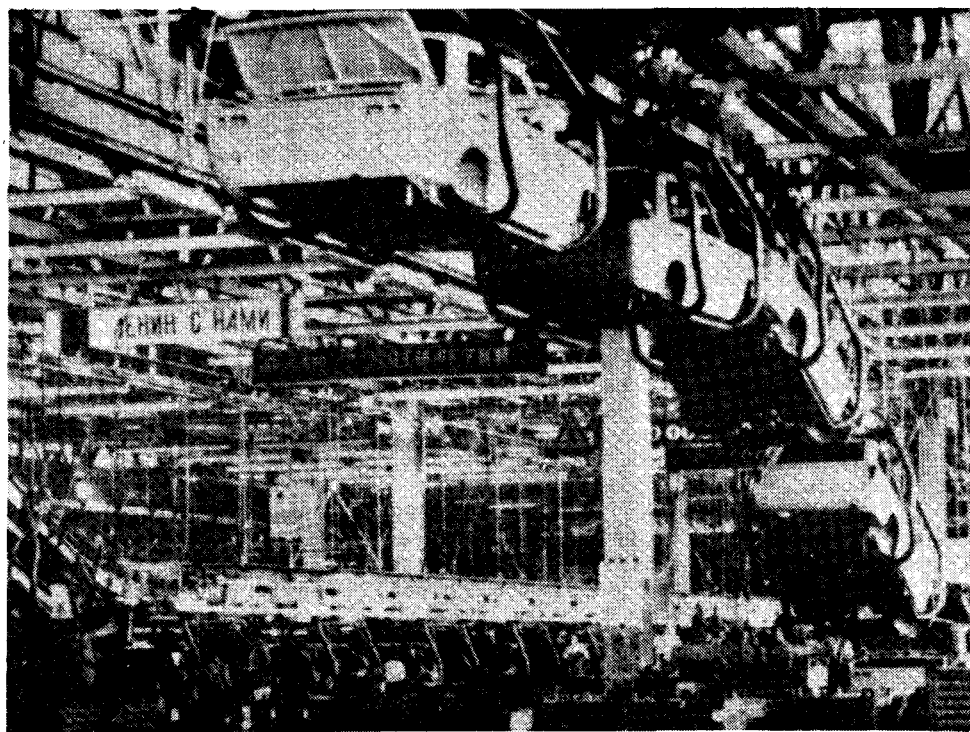
Mikhail Gorbatchev est censé avoir déclaré au comité central du parti communiste soviétique qu'il a l'intention de favoriser des changements "révolutionnaires" dans l'économie (Wall Street Journal, 23 mars). Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun changement significatif et encore moins de changement radical. Les campagnes contre la corruption et pour la discipline dans le travail, inaugurées il y a quelques années par feu Youri Andropov, ne peuvent avoir au mieux qu'un effet limité, et encore pour une période également limitée. Il ne fait aucun doute qu'Andropov lui-même et son protégé Gorbatchev considéraient ces campagnes uniquement comme des mesures d'urgence partielles pour éliminer les pires abus. Si la direction du Kremlin semble ne pas avoir d'idée arrêtée sur comment surmonter le malaise économique soviétique actuel, ce n'est pas le cas dans l'Occident impérialiste. Il y a ici un consensus qui va des anticommunistes fanatiques, comme Richard Pipes, à ceux qui se présentent comme des socialistes libéraux, comme l'historien et économiste soviétologue Alec Nove: ce dont l'URSS a désespérément besoin, c'est -- pour reprendre les termes de Reagan -- de la "magie du marché". Beaucoup attendent aussi de Gorbatchev qu'il joue le rôle du magicien, ou du moins se livrent-ils à des spéculations sur ce thème. Peu avant qu'il ait pris en main les rênes du gouvernement, le Washington Post (23 septembre 1984) écrivait: "Selon certaines informations, Gorbatchev a présidé à la rédaction d'une nouvelle mouture de la NEP qu'il aimerait appliquer maintenant et qui accorderait une place plus grande à l'entreprise privée dans le secteur des services et dans l'agriculture."

Que Gorbatchev mérite ou non la réputation de réformateur promarché qui lui est faite par avance,

l'opinion de la bourgeoisie occidentale comme quoi l'Union soviétique va se diriger dans cette voie n'est pas simplement l'effet de préjugés idéologiques ou de l'autosuggestion. Dans le cadre du stalinisme, il existe une tendance inhérente à la décentralisation économique comme *alternative à la démocratie ouvrière*. Puisque les gestionnaires et les travailleurs ne sont pas soumis à la discipline de la démocratie soviétique -- et qu'un retour à la terreur totalitaire du temps de Staline n'est pas actuellement faisable --, une partie de la bureaucratie considère la soumission des agents économiques à la discipline du marché comme la seule réponse aux sérieux problèmes économiques de l'Union soviétique. Pourtant, le remède est pire que le mal.

Le pays pionnier du "socialisme de marché" est la Yougoslavie. Peu après sa rupture avec la Russie de Staline en 1948, le régime de Tito introduisait des entreprises autonomes et concurrentes basées sur l'autogestion ouvrière. Pendant les années 50, les staliniens libéraux et bon nombre de sociaux-démocrates de gauche saluaient dans "la voie yougoslave vers le socialisme" une alternative saine à la centralisation dans le style soviétique. Aujourd'hui, après presque trois décennies d'"autogestion", la Yougoslavie a réussi à avoir à la fois le taux de chômage et le taux d'inflation les plus élevés d'Europe, à l'Ouest comme à l'Est! Le chômage serait encore plus important si le pays n'exportait pas massivement de la main-d'oeuvre vers le Marché commun capitaliste d'Europe occidentale. Aujourd'hui, personne ne défend plus la "voie yougoslave vers le socialisme", en particulier en Yougoslavie.

Les partisans des "réformes" orientées vers le marché vont donc maintenant chercher leur modèle préféré en Hongrie. Par exemple Marshall



Der Spiegel

L'usine automobile soviétique de Togliatti. Réoutillage et agrandissement de l'outil industriel sont cruciaux pour l'économie soviétique.

avez-vous fait?" Réponse: "J'ai acheté une maison de campagne, et j'ai mis le reste de l'argent à la caisse d'épargne." Il pose la même question à l'ingénieur en chef. Réponse: "J'ai acheté une voiture, et j'ai mis le reste de l'argent à la caisse d'épargne." Finalement, Kadar pose la question à un ouvrier. Celui-ci répond: "J'ai acheté une paire de chaussures." Kadar: "Et le reste de l'argent?" L'ouvrier: "Le reste, j'ai dû l'emprunter à ma belle-mère."

Cependant, la conséquence la plus dangereuse et véritablement antisocialiste du "socialisme de marché" façon hongroise est l'émergence d'un grand nombre de chefs d'entreprise privée, qui emploient et exploitent chacun environ une demi-douzaine de travailleurs dans le commerce de détail et d'autres services, la construction de logements et autres activités semblables. Beaucoup de ces gens sont, d'après les critères hongrois, des millionnaires. L'historien libéral britannique A.J.P. Taylor, dont la femme est hongroise, faisait remarquer après une longue visite de ce pays que "la situation est très semblable à celle qu'on trouve en Grande-Bretagne. Il y a beaucoup de gens fortunés, bien qu'ils vivent peut-être un petit peu modestement" (*An Old Man's Diary* [1984]). La "réforme" économique hongroise tant vantée (à l'Ouest) a produit une nouvelle classe de petits capitalistes -- plusieurs dizaines de milliers -- qui forment une base sociale concentrée pour la contre-révolution.

Si en Hongrie on peut voir se développer une base sociale pour la restauration du capitalisme, c'est en Pologne que le danger contre-révolutionnaire était et reste le plus aigu. La Pologne est le pays en Europe de l'Est stalinienne à ne pas avoir collectivisé l'agriculture. La masse des petits paysans propriétaires non seulement a entravé la modernisation agricole mais aussi a fourni une puissante base sociale pour l'Eglise catholique réactionnaire. A la suite du soulèvement ouvrier de 1970, soulèvement provoqué par une augmentation des prix des produits alimentaires, le nouveau régime "réformateur" d'Edward Gierek avait promis un "miracle économique" qui devait être obtenu au moyen d'importants prêts des banques occidentales. Quand les marchés à l'exportation refusèrent de se matérialiser et que les prêts des banquiers de Francfort arrivèrent à échéance, le résultat fut, à la fin des années 70, un effondrement économique catastrophique, effondrement qui donna naissance au "syndicat" cléricol-nationaliste Solidarnosc de Lech Walesa. Fin 1981, le pays était au bord de la guerre civile; Walesa et Cie se lancèrent dans leur tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir en utilisant le mot magique de Richard Pipes, la "décentralisation" (c'est-à-dire l'abolition de l'économie planifiée). La bureaucratie polonaise mit en échec à la dernière minute la tentative de Solidarnosc. Cependant, des décennies de conciliation des

forces réactionnaires -- socialement, économiquement et politiquement -- par les staliniens ont poussé la Pologne à la banqueroute et ont amené une grande partie de sa population à chercher son salut du côté de l'Amérique de Reagan, du Marché commun et du Vatican du pape Wojtyla.

Bien que les travailleurs soviétiques ne soient probablement pas si familiers que ça avec les expériences yougoslave, hongroise et polonaise, ils sont instinctivement méfiants, sinon carrément opposés, à tous ces discours sur une "réforme" économique. Le réactionnaire *Economist* de Londres (25 mai) est suffisamment lucide pour l'admettre: "L'idée d'une réforme économique n'est pas aussi populaire auprès de l'électricien ou du tourneur soviétique moyen qu'on le suppose parfois en Occident. Ne serait-ce que parce qu'une réforme signifierait un élargissement de l'éventail des salaires." Les travailleurs soviétiques, avec leur sens aigu de l'égalitarisme, ne veulent pas gagner, pour le même travail, 10 ou 20% de moins que dans une usine voisine mais plus rentable. Ils ne veulent pas être licenciés parce qu'ils ont la mauvaise fortune de travailler dans une entreprise qui perd de l'argent pour une raison dont ils ne sont pas responsables (par exemple parce qu'elle a des équipements vieux et obsolètes). Toute mesure allant dans le sens d'une "réforme" orientée vers le marché causera à la bureaucratie du Kremlin beaucoup de problèmes avec le prolétariat soviétique.

Ce qui ne veut pas dire que les travailleurs soviétiques sont satisfaits du statu quo économique, ou qu'ils devraient l'être. Le centralisme bureaucratique provoque d'énormes gaspillages, en particulier dans le secteur des biens de consommation. Des marchandises non désirées s'entassent dans les entrepôts ou ne peuvent être vendues que pour une fraction de leur coût de production, alors que d'autres produits sont de façon chronique disponibles en quantités insuffisantes. Les Soviétiques passent des heures à faire la queue ou à chercher les produits qu'ils désirent et dont ils ont besoin. Même Constantin Tchernenko, l'autosatisfaction bureaucratique personnifiée, s'était plaint de la mauvaise qualité et de la pénurie des biens de consommation, en soulignant par exemple qu'il est difficile de trouver des chaussures pour enfants.

Cependant, la réponse à ces problèmes n'est pas la concurrence entre une myriade d'entreprises indépendantes, ni la cession de la plus grande partie du commerce de détail et du reste du secteur des biens de consommation à des entrepreneurs privés. Déjà dans les années 20, l'Opposition de gauche trotskyste dénonçait l'arbitraire bureaucratique dans la gestion de l'économie et l'indifférence pour le bien-être du consommateur. La plate-forme de l'Opposition de 1927 réclamait "que la diminution des prix atteigne, avant tout, les produits de première nécessité, consommés

par les larges masses des ouvriers et des paysans". Il précisait plus loin qu'il devait s'agir d'"une politique souple de baisse des prix de gros, qui tienne compte des conditions du marché, des fluctuations commerciales des différentes marchandises".

Dans les années 30, l'économiste socialiste polonais Oskar Lange avait développé un modèle théorique combinant un marché centralisé pour les biens de consommation et les services avec une planification à long terme pour l'édification économique de base. Il est clair qu'il est complètement absurde d'appliquer des objectifs à long terme pour la quantité de chaussures livrées à tel ou tel grand magasin ou pour la quantité de clés anglaises livrées à tel ou tel garage. L'administration économique centrale devrait ajuster continuellement la production des différents biens pour satisfaire la demande du marché. Le plan à long terme concerne la construction de nouvelles usines, de nouveaux aéroports, de nouvelles voies ferrées, etc., les grandes opérations de réoutillage, la rénovation des villes et autres. Et pour harmoniser la consommation finale avec la production planifiée de produits de base et de biens intermédiaires, les planificateurs peuvent se servir du modèle "input/output" développé par l'économiste russe émigré Wassily Léontief à partir de son étude sur les problèmes de la planification soviétique dans les années 20.

En combinant Lange et Léontief, si on peut dire, et avec la technologie informatique moderne qui permet des millions d'opérations par seconde, une économie planifiée peut ajuster l'offre à la demande et favoriser le développement économique beaucoup plus efficacement que le chaos du plus théoriquement "parfait" des marchés. Mais comme dans tout réseau d'informations, la clé c'est l'exactitude et la pertinence des entrées. Avec la distorsion systématique de l'information engendrée par le régime bureaucratique (accaparement, gaspillage des ressources, etc.), il n'y a rien d'étonnant si le résultat en est des goulots d'étranglement sans fin et des produits de mauvaise qualité. Dans le jargon des informaticiens: des saloperies à l'entrée, des saloperies à la sortie ("garbage in, garbage out"). Pour résoudre ce problème, il faut non seulement une technologie moderne mais aussi la démocratie soviétique.

Le principal problème économique auquel l'URSS est confrontée aujourd'hui n'est pas l'élimination du gaspillage dans le secteur des biens de consommation, bien que cela soit important et souhaitable. Le problème principal c'est la rénovation d'un parc industriel de plus en plus vieux, introduire et dépasser les techniques les plus avancées du capitalisme occidental et japonais. En bref, l'économie soviétique doit, pour reprendre les termes de Trotsky, effectuer la transition de la quantité vers la qualité. C'est précisément là que le parasitisme et l'arbitraire bureaucratiques sont des obstacles à tout progrès. Ce que Trotsky écrivait pendant le premier plan quinquennal de Staline est encore plus percutant aujourd'hui: "La participation des travailleurs eux-mêmes à la direction

Suite page 12



Der Spiegel

La salle de contrôle informatisée d'une centrale nucléaire des environs de Léninegrad.

Goldman envisage qu'"un dirigeant soviétique clairvoyant pourrait par conséquent commencer par faire l'expérience de réformes sur le modèle hongrois". Sous Janos Kadar, la Hongrie du "Nouveau mécanisme économique" ne s'est pas encore, pour le moment, transformée en zone économique totalement sinistrée comme la Yougoslavie; et cela avant tout parce que le système y est beaucoup moins décentralisé. Un salaire de base est garanti à tous les travailleurs, et ce salaire est payé si nécessaire par le budget du gouvernement central. Les banqueroutes et les licenciements en masse qui en seraient la conséquence sont empêchés au moyen de subventions de l'Etat.

Néanmoins, le "socialisme de marché" a fait naître en Hongrie d'énormes inégalités dans toutes les couches de la société. Ceci est bien rendu par une histoire qui circule dans les usines hongroises. Le secrétaire général du parti, Kadar, visite une usine et demande au directeur: "Avez-vous eu une prime en application de la réforme économique, et qu'en

**Pourquoi
P.U.R.S.S.
n'est pas
Capitaliste**

Contenu :

- Les utopies réactionnaires de Bettelheim et Sweezy
- L'économie soviétique après les réformes de Liberman -- Le capitalisme restauré ?
- Le mythe du "social-impérialisme"
- La théorie antimarxiste du "capitaliste d'Etat" -- Critique trotskyste

10 F (Franco de port: 12 F)
Le Bolchéviek
BP 135-10 75463 Paris Cédex 10

LO se fout de la gueule du peuple

Il y a quelques jours sont apparues soudainement sur les murs de Paris des affiches étalant en gros caractères toute une série de "maximes" qui se veulent visiblement des modèles de gros "bons sens" populiste et franchouillard. Pour tout militant ou ouvrier un tant soit peu familier avec les organisations pseudo-trotskyistes de ce pays, ces dictons, avec leur style paternaliste et démagogique, portent sans l'ombre d'un doute la "griffe" de Lutte ouvrière.

Qui d'autre aurait pu dire: *"Droite ou gauche deux emballages pour une même politique... Travailleurs apprenons à lire les étiquettes" sur une affiche anonyme? Quel mépris pour les travailleurs conscients! (Mais en scrutant les affiches à la loupe, on trouve la marque de l'imprimerie de LO.) A quoi servent les étiquettes? Le camarade Trotsky nous a enseigné qu'"En politique, le 'nom' c'est le 'drapeau'" ("Etiquettes" et "numéros", Oeuvres, tome 6).*

Ce n'est assurément pas un drapeau rouge que LO présente aux travailleurs. Nous supposons que ces affiches sont censées servir d'attrape-nigauds pour les ouvriers arriérés et racistes qui ne regarderaient pas une affiche portant la signature de LO. Indiscutablement, LO chasse sur le même terrain électoral que Le Pen. En témoignent les efforts laborieux pour attraper Le Pen en pleine "contradiction", comme par exemple: *"Le Pen veut chasser tous les étrangers, mais il veut imposer aux Kanaks de rester Français malgré eux... Il se moque de la logique car il spéculé sur la bêtise."* Il n'est pas le seul... Une autre affiche explique que Le Pen doit sa fortune à l'emploi des travailleurs immigrés. Et si le Front national se donnait pour chef un cafetier qui refuse de servir les Arabes, LO aurait

épuisé ses maigres munitions "antifascistes".

En fait, LO persiste à ne voir dans les nombreux crimes racistes qui ensanglantent ce pays que l'oeuvre de "cons". A propos du meurtre de Nordine Mechta à Lyon, elle écrit: "Aujourd'hui, il y a des pauvres types qui pensent pouvoir justifier leurs forfaits, c'est-à-dire bénéficier de l'impunité ou du moins de la sympathie de l'opinion, en se disant fascistes" (*Lutte Ouvrière* n°905, 5 octobre). LO a tout bonnement déclaré qu'il n'y a pas de mouvement fasciste en France. Pour elle, il n'y a que des "pauvres types", des "misérables qui assassinent d'autres misérables" -- sauf que maintenant ces "pauvres types" "se disent fascistes".

L'autre arme de choc dans l'arsenal "antiraciste" de LO: "Le racisme, un virus plus dangereux que le SIDA" (*Lutte Ouvrière* n°909, 2 novembre). Ce slogan est tout simplement révoltant. D'abord, le racisme n'est pas une maladie contagieuse (heureusement pour certains "révolutionnaires"), dont on pourrait "guérir" individuellement les travailleurs atteints en utilisant les compresses tièdes du moralisme libéral ou les cystères de "bons sens" du docteur Laguille. C'est précisément parce qu'elle partage cette conception profondément libérale que LO est incapable de polémiquer par exemple contre la ligne libérale de SOS-Racisme autrement que par un ouvrierisme abstrait et abstentionniste. Deuxièmement, LO fait semblant d'ignorer que la réaction, aux Etats-Unis et aussi en France, s'est emparée avec avidité du drame du SIDA pour déclencher une campagne d'ordre moral anti-homosexuels et anti-sexe tout court (sauf entre mari et femme et dans la position du missionnaire). L'indifférence dont LO fait preuve devant cette

sinistre propagande obscurantiste et les menaces de renforcement de la discrimination sexuelle représente tout simplement une capitulation en règle devant l'arriération de la France profonde, arriération qui imprègne, hélas, beaucoup des "ouvriers du rang" que LO cherche à caresser dans le sens du poil. Les dénonciations pathétiques des "trusts pharmaceutiques" qui sont l'alpha et l'oméga des articles de LO sur le SIDA ne sont qu'un misérable écran de fumée destiné à masquer cette capitulation. Nous, trotskystes, réclamons des milliards pour la recherche sur le SIDA, afin de vaincre ce terrible fléau -- à lire LO on finit par oublier qu'avant de faire la fortune des trusts pharmaceutiques, la quinine, les antibiotiques et le BCG ont sauvé des millions de vies!

Il est franchement insupportable de voir LO s'ériger en donneuse de leçons prolétariennes à la LCR au sujet des blocs électoraux avec les écologistes petits-bourgeois, quand on voit dans quelle boue néo-poujadiste elle patauge elle-même. Nous avons déjà là un triste avant-goût de la "propagande" électorale dont va bientôt nous régaler LO, avec ces affiches sous-réformistes qui demandent un capitalisme plus équitable: "Si l'Etat contrôlait les revenus des riches comme il contrôle ceux des travailleurs... on trouverait de quoi investir et créer des emplois"; ou encore: "Les entreprises doivent vivre, les travailleurs aussi" (que nous avons vues recouvertes d'un graffiti qui proclamait: "Pas de grèves...")

Le secret de la "méthode LO", que nous voyons ici si brillamment à l'oeuvre, est assez simple: alors que la LCR cherche toujours des substituts pour contourner la lutte politique contre les directions

réformistes de la classe ouvrière, LO évite ce combat en plongeant directement dans les couches les plus arriérées de la classe, à la recherche des ouvriers politiquement "vierges".

Avant de fustiger la LCR pour sa propension (d'ailleurs bien réelle) à se mettre à la remorque de forces petites-bourgeoises, LO ferait donc bien de regarder la poutre qu'elle a dans l'oeil. Car son mépris pour les travailleurs -- tout juste dignes de recevoir à doses homéopathiques un ersatz de programme sous-réformiste -- est une attitude typique des ouvriéristes, des "pédagogues" petits-bourgeois qui rétrécissent leur propagande à la mesure de l'idée qu'ils se font de la conscience actuelle de la classe ouvrière. Ce qui leur amène parfois des surprises déplaisantes, comme nous l'a raconté un ouvrier de Citroën Saint-Ouen, avec l'autocollant de LO du printemps dernier, "Patriotisme, nationalisme, racisme, c'est la même chose et c'est idiot", qui est plutôt mal passé chez des ouvriers algériens n'appréciant guère d'être mis sur le même niveau que les nervis du Front national.

Dans "Qu'est-ce qu'un journal de masse?" (*Oeuvres*, tome 7), Trotsky polémique contre des militants qui au moins avançaient ouvertement leur programme (centriste, il est vrai, mais ô combien supérieur à celui de LO -- milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire). Mais les points restent valables. Trotsky décrivait ainsi l'attitude des molinéristes centristes: "Le programme de la Quatrième Internationale, c'est pour nous autres, les gros bonnets de la direction. Et les masses? Que sont les masses? Elles peuvent bien se contenter du quart ou même du dixième de ce programme. Cette mentalité-là, nous l'appelons de l'aristocratie opportuniste."

Fac de Rouen...

Suite de la page 2

saires de la crise économique et de leur faire comprendre que des grèves comme Flins et Talbot, où les immigrés ont été le fer de lance de la lutte contre l'austérité de Mitterrand, ne doivent pas se reproduire.

La LCR, quelques sociaux-démocrates et quelques curés s'efforcent, avec SOS-racisme, de maintenir l'illusion que ce gouvernement pourrait être antiraciste. Mais tout au contraire, la politique de Mitterrand cherche à démontrer à la bourgeoisie qu'il peut être aussi impitoyable qu'elle l'exige avec les immigrés.

D'ailleurs, ce n'est pas par pure philanthropie que la France "accueille" les étudiants étrangers. Ce que veut l'impérialisme français, en accord avec ses valets, de Bourguiba au roi du Maroc en passant par Diouf, c'est former ainsi les futurs administrateurs dociles de ses néo-colonies. Le capitalisme en crise ne peut plus se permettre le luxe d'étudiants "non rentables" et qui prennent le temps de se politiser. Les troupes de choc et les assassinats politiques sont plus payants. Ainsi Mitterrand donne carte blanche à ses services spéciaux pour "neutraliser" les Marcho et autres qui se rebellent contre son exploitation, ou ceux qui troublent ses préparatifs de guerre antisoviétique, comme les pacifistes écologistes de Greenpeace.

Le capitalisme en déclin, qui jette à la rue des centaines de milliers d'ouvriers, ne voit pas la nécessité de former des jeunes qui sont d'autant plus exploitables et manipulables qu'ils sont ignorants.

Mais nous, jeunes, trotskystes, n'acceptons pas cette perspective de retour en arrière. Une société où la bourgeoisie serait expropriée et dont l'économie serait planifiée

au niveau international pourrait développer ses forces productives, moderniser son industrie, au profit de tous et non au détriment des masses ouvrières et néo-coloniales.

Droit aux études pour tous! La jeunesse, quelle que soit l'origine nationale ou sociale de ses parents, a le droit à une éducation de qualité. Nous sommes pour l'ouverture des facs à toute personne voulant y étudier et exigeons l'attribution d'une bourse permettant de vivre décemment et de se consacrer aux études.

Et dès maintenant, tous les étudiants non inscrits doivent être inscrits, pas seulement ceux que le légalisme de l'administration voudra bien accepter!

Aucune discrimination nationale dans l'obtention des chambres en cité U ne doit être tolérée!

A bas les quotas racistes! Dans ce climat de politique raciste, la seule chose qui puisse faire reculer l'administration c'est la mobilisation la plus large des étudiants, des profs et du personnel de la fac pour faire comprendre que nous ne tolérerons pas des mesures d'intimidation raciste.

ETUDIANT, CHOISIS TON CAMP!

Ce qui est en jeu n'est pas un problème de quelques étudiants malchanceux, et cela ne concerne pas que les étudiants étrangers, c'est l'affaire de tous les étudiants qui refusent que les mesures racistes se multiplient, que le capitalisme en crise fasse trinquer les ouvriers et les masses du tiers monde pour assurer ses profits, que le gouvernement Mitterrand pave la voie aux Le Pen et donne carte blanche aux flics.

Bien sûr, les étudiants n'ont pas la force sociale suffisante pour renverser tout ce climat réactionnaire. Pour cela, ils doivent joindre leur lutte à celle de la classe ouvrière

organisée qui a, elle, le pouvoir social suffisant pour faire reculer la terreur raciste en organisant la défense des quartiers immigrés contre les racistes et les flics, en exigeant les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés.

Etudiant, choisis ton camp et rejoins le combat de la classe ouvrière dans un parti prolétarien qui lutte pour un gouvernement ouvrier qui renverse le système d'exploitation au profit de quelques-uns et le remplace par la propriété collectivisée et une économie planifiée pour les besoins de tous. C'était le programme de Lénine et de Trotsky. C'est un tel parti que la Ligue trotskyste propose aujourd'hui de construire.

Ligue trotskyste, le 22 octobre 1985

Economie soviétique...

Suite de la page 11

du pays, de sa politique et de son économie, le contrôle effectif sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants envers les dirigés, tout cela produirait un effet incontestablement favorable sur la production même, diminuerait les frottements intérieurs, réduirait au minimum les zigzags économiques si coûteux; assurerait une plus saine distribution des forces et des moyens et, en dernier ressort, augmenterait le coefficient général du développement. La démocratie soviétique est avant tout une nécessité vitale de l'économie elle-même" (*Et maintenant?*).

Il ne peut pas y avoir de redressement fondamental et soutenu de la croissance économique soviétique sans restauration de la démocratie ouvrière (soviétique). Et il ne peut pas y avoir restauration de la démocra-

tie soviétique sans révolution politique prolétarienne qui chasse les usurpateurs stalinien de la révolution d'Octobre. Un gouvernement soviétique démocratiquement élu révisera de fond en comble le plan économique dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs. Ainsi les ouvriers et les paysans seront directement impliqués dans la maximisation de la productivité du travail, car ils ne verront plus le produit de leur travail souvent gaspillé en projets mal conçus ou dépensé pour construire des datchas pour les oligarques du Kremlin et leurs acolytes. Des comités d'usine éliront les directeurs et contrôleront l'application la plus efficace du plan. C'est fondamentalement la seule réponse possible au parasitisme bureaucratique. Des coopératives de consommateurs surveilleront les prix et la qualité des produits.

Bien sûr, la révolution politique prolétarienne n'est pas une panacée à tous les problèmes de l'économie soviétique. L'Union soviétique serait toujours confrontée à la terrible pression d'un monde capitaliste hostile et économiquement plus avancé. C'est précisément cette pression qui est la cause fondamentale de la dégénérescence stalinienne de la Révolution bolchévique. La révolution bolchévique dans les pays capitalistes avancés balayerait rapidement la bureaucratie du Kremlin. En même temps, aucune loi historique n'oblige les ouvriers et les paysans qui ont ébranlé le monde en 1917 à attendre le déclenchement de la révolution à l'Ouest. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire à la tête de l'Etat soviétique, comme le gouvernement de Lénine et Trotsky, dans les premiers temps de l'Etat soviétique, posséderait la plus puissante de toutes les armes contre le militarisme impérialiste: le programme, la perspective et l'autorité morale nécessaires pour diriger la révolution socialiste mondiale.

Traduit de Workers Vanguard n°386

Francfort--Les flics assassinent un manifestant antinazi

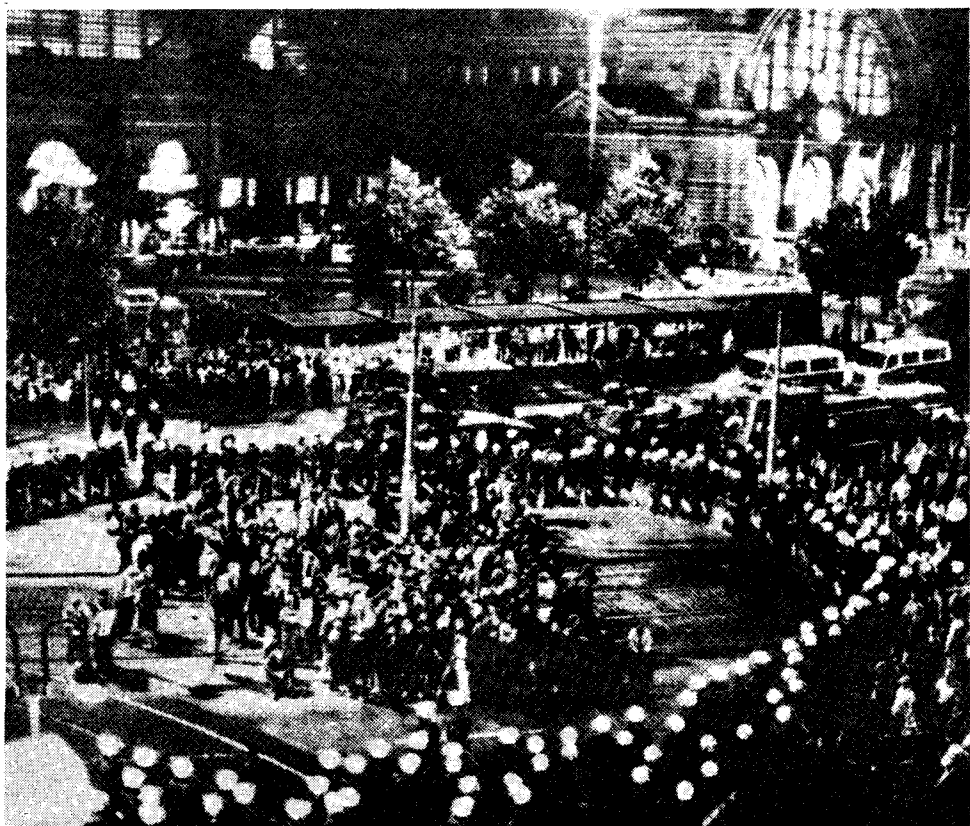
La jeunesse allemande contre les mesures gestapistes

Il y a quelques semaines à Francfort, en Allemagne de l'Ouest, un militant antifasciste, Günther Sare, était écrasé par un camion canon à eau de la police au cours d'une manifestation contre un meeting néo-nazi. Les flics assassins agissaient sur ordre du ministre de l'Intérieur social-démocrate (SPD) de la région (Land) de Hesse. Dans tout le pays, des milliers de manifestants indignés ont protesté contre ce meurtre perpétré de sang-froid par l'appareil d'Etat. Plusieurs nuits durant, les grandes villes d'Allemagne occidentale ont présenté un spectacle dantesque: flammes s'échappant de voitures incendiées, hélicoptères de la police balayant les rues avec de puissants projecteurs. Des centaines de personnes ont été arrêtées. A Francfort, toute manifestation était interdite.

L'Etat ouest-allemand a fait clairement comprendre qu'il ne tolérerait aucune remise en cause de son "autorité". Depuis des mois, le ministre démocrate-chrétien de l'Intérieur, Friedrich Zimmermann, est derrière l'offensive contre les militants de gauche. L'année dernière, ce réactionnaire notoire et son soi-disant Bureau pour la protection de la constitution (Verfassungsschutz -- la Gestapo "démocratique" d'Allemagne occidentale) ont déclenché une campagne de calomnies "anti-extrémistes", amalgamant militants de gauche et fascistes et utilisant, bien en évidence sur des encarts publicitaires publiés dans la presse, le logo de Spartakist, le journal de nos camarades de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD), en même temps que des croix gammées.

Le meurtre policier et l'effervescence qu'il a provoquée dans la rue ont ébranlé l'instable gouvernement de Bonn. Le 9 octobre, deux à trois mille personnes sont venues rendre un dernier hommage à Günther Sare à l'occasion de ses funérailles. Le 30 septembre, nos camarades allemands participaient à une manifestation de protestation à Francfort; sur leurs pancartes, on pouvait lire entre autres: "Vengeance pour Günther Sare! Emprisonnez les meurtriers!" et "Arrêtons la terreur des flics et des nazis par des actions de masse des militants syndicaux, des travailleurs étrangers et des organisations juives!"

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un tract de la TLD distribué lors de la manifestation qui, le 6 octobre, a réuni 4000 personnes à Hambourg.



Der Spiegel

Les flics ouest-allemands, aux ordres des élus locaux sociaux-démocrates, encerclent les manifestants antifascistes à Francfort.

Bitburg en action :

les flics assassinent pour les nazis

Le 28 septembre, Günther Sare, un serrurier de 36 ans, a été assassiné par la police lors d'une violente attaque au moyen d'un camion canon à eau contre une manifestation. Plus de 700 militants syndicalistes et militants de gauche étaient venus protester contre un meeting du NPD [Parti national démocratique] fasciste à Francfort. C'était une attaque planifiée au plus haut niveau avec le Verfassungsschutz de Zimmermann; les flics ont encerclé les manifestants dans le quartier ouvrier de Gallus et ont eu recours à la violence meurtrière pour protéger la racaille fasciste de la colère des manifestants. La classe ouvrière doit venger cet abominable meurtre avec préméditation! Emprisonnez les flics meurtriers!

Pour l'actuel Etat ouest-allemand -- les héritiers de Hitler --, la deuxième guerre froide signifie qu'on peut tirer à vue sur tous ceux qui osent exprimer leur haine des fas-

cistes. C'est à Bitburg, devant les tombes de SS, qu'ont été donnés leurs ordres aux flics ouest-allemands. Maintenant, à Francfort et dans beaucoup d'autres villes ouest-allemandes, les tueurs à gages des patrons marchent sur les traces des SS, exactement comme à Philadelphie [USA], à Brixton [Grande-Bretagne], en Afrique du Sud; exactement comme ils multiplient leurs pogromes contre les travailleurs immigrés. Et cependant, la réaction de la "gauche" nationaliste allemande, c'est précisément de se tourner vers cet Etat et d'appeler la bourgeoisie d'Auschwitz à stopper les fascistes.

Ce n'était pas une manifestation "ordinaire" et ce n'était pas une attaque policière "ordinaire". Les ouvriers allemands et immigrés, les femmes, les minorités opprimées et les jeunes savent que le NDP ça veut dire le racisme et l'antisémitisme génocides -- Babi Yar, Bergen-Belsen, Auschwitz. Et les explosions de protestation montrent que beaucoup de gens brûlent de colère et veulent écraser immédiatement cette racaille et sa terreur sanglante. Cette lutte est une lutte pour l'intérêt vital de tous les opprimés, une lutte qui frappe au coeur même du régime capitaliste. Ce qui est nécessaire pour rassembler ces luttes et les amener de façon conséquente vers une stratégie de prise du pouvoir par le prolétariat, c'est un parti ouvrier révolutionnaire!

Les nationalistes "clairvoyants" de la "gauche", suivant en cela les bureaucrates du SPD, font tout leur possible pour conduire ces actions de protestation sur l'autel du capital. Les Verts sont prostrés devant un Etat qui bafoue sauvagement les droits démocratiques et qui a encore les mains couvertes du sang tout frais d'un ouvrier; ils le supplient misérablement d'interdire les fascistes et de "démilitariser" les flics afin d'améliorer le régime capitaliste. Le DKP [Parti communiste allemand] stalinien supplie l'Etat de faire en sorte que ses flics emploient leurs matraques "pour protéger la démocratie et non plus pour protéger les

ennemis de la démocratie", autrement dit de s'attaquer aux véritables ennemis de la constitution. Ils abandonnent les manifestants et saluent les policiers qui manifestent à Kiel comme des syndicalistes lutte de classe (Unsere Zeit, 1er octobre). Levée de toutes les inculpations contre les manifestants antifascistes! Halte à la chasse à l'homme policière!

La bourgeoisie allemande cherche frénétiquement à écraser sans merci le potentiel qui existe largement dans la population pour une lutte contre la terreur fasciste, et ce afin de galvaniser les masses pour sa course à la guerre antisoviétique. Francfort est en état de siège. Deux jours après la manifestation, s'ouvrait à Stammheim le dernier procès contre trois militants de la RAF [Fraction armée rouge -- ceux que les médias appellent la "Bande à Baader"] qui rappelle, d'une manière qui fait froid dans le dos, ce que la bourgeoisie réserve aux opposants de gauche qu'elle considère comme des criminels. Les jeunes contestataires sont traités de "terroristes" et de "fauteurs de troubles" -- des "sous-hommes" qui ne méritent rien d'autre que la torture et la mort. D'après ces calomnieux, "rouge égale brun" [communiste égale nazi], mais c'est la gauche qui est la véritable cible -- comme dans le rapport pour 1984 du Verfassungsschutz de Hesse, publié quelques jours seulement avant la manifestation antinazie dans le journal Frankfurter Rundschau que contrôle le SPD. Aujourd'hui les flics assassinent pour le compte de la racaille en chemises brunes; demain les patrons n'hésiteront pas à employer ces derniers pour faire leur sale boulot contre la classe ouvrière organisée tout entière.

Une fois de plus, les bureaucrates du SPD jouent le rôle de "chiens de garde" de la bourgeoisie en organisant la répression étatique. Günther Sare a été assassiné sous le règne du ministre de l'Intérieur SPD de Hesse, le démagogue "anti-violence" Winterstein. Les habitants de Francfort qui rentraient chez eux ce soir-là, horrifiés, ont dû attendre des heures pour franchir les cordons de police. Au coin d'une rue, ils pouvaient se retrouver face à un blindé armé d'une mitrailleuse, comme ceux utilisés par la police fédérale des fron-

tières. Tout ceci offert gracieusement par Winterstein. Un flic est un flic, et une carte du SPD ne fait aucune différence, comme l'expliquait Trotsky à propos de la police de Weimar.

Les militants de l'OTV [syndicat des fonctionnaires] présents le 28 septembre étaient des représentants de la seule classe qui peut entraîner derrière elle les jeunes, les immigrés et les autres minorités ethniques dans la lutte pour arrêter les fascistes et la terreur policière. Le 29 septembre, cinq mille personnes -- jeunes, travailleurs, gens honnêtes -- ont manifesté spontanément, mais les dirigeants du DGB [confédération syndicale] et du SPD ont tenu la masse des militants syndicaux à l'écart des manifestations de protestation. Pour mobiliser toute la puissance des syndicats, pour lutter contre le chômage massif et la situation d'état de siège que les patrons leur font maintenant goûter, les militants syndicaux combattifs doivent briser l'emprise de leurs dirigeants réformistes traîtres et forger une nouvelle direction lutte de classe qui défende le programme de la révolution prolétarienne sous la direction d'un parti révolutionnaire. Le 28 septembre, un tel parti aurait cherché à mobiliser un cortège de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers combattifs des usines automobiles Opel et d'autres grandes entreprises pour donner aux fascistes une leçon qu'ils n'auraient pas oubliée de sitôt.

L'explosion de colère actuelle montre la nécessité de rompre politiquement avec le nationalisme allemand "de gauche" à un moment où les sociaux-démocrates -- les "pacifistes" d'hier -- écrasent littéralement ceux qui protestent, et ce au service de la guerre froide. La lutte de classe doit balayer la paix des classes (Burgfrieden) de l'impérialisme allemand!

Seule une lutte dirigée par un parti trotskyste révolutionnaire multinationnel pour instituer un gouvernement ouvrier peut en finir avec le fascisme et la terreur sans fin du capitalisme.

• Emprisonnez les flics meurtriers!
• Arrêtons la terreur des nazis et de la police par des actions de masse des syndicats, des travailleurs immigrés et des organisations juives!
Traduit de Workers Vanguard n°389



Spartakist

Les trotskystes allemands de la TLD déclarent: "Bitburg-Francfort: la police marche sur les traces des SS."

Thatcher...

Suite de la page 16

Road, à Brixton, et ouvraient le feu de sang-froid sur Cherry Groce, une mère de famille noire, la laissant paralysée des jambes. Suivit une émeute policière. Les flics commencèrent à répandre la terreur dans les rues avant de s'attaquer systématiquement aux habitants des immeubles noirs. Tandis qu'une nappe de fumée recouvrait toute une partie du quartier, Brixton se trouvait coupé du monde, sous occupation policière.

Une semaine plus tard, la police de Londres interpellait Floyd Jarrett, un Noir, officiellement parce qu'ils étaient à la recherche d'objets volés. Les flics connaissaient Jarrett; il travaillait dans une organisation de quartier de jeunes qui prépare des repas gratuits pour les retraités. Aucun objet volé -- mais ils l'arrêterent quand même et lui confisquèrent ses clés. Puis ils firent irruption chez lui, à Tottenham, jetèrent à terre sa mère, malade du cœur. Ils refusèrent d'appeler une ambulance alors qu'elle gisait, agonisante, sur le sol. Après une manifestation de protestation contre ce meurtre raciste, des centaines de flics encerclèrent le Broadwater Farm Estate. Mais dans la bataille qui fit ensuite rage pendant dix heures, les flics reçurent la monnaie de leur pièce: 230 policiers blessés, dont plusieurs par balles, et un mort.

Tout de suite après Tottenham, les thatcheriens et les flics mettaient toute la gomme. Le préfet de police de Londres "avertit" les habitants de cette ville qu'à l'avenir les flics feraient usage de gaz lacrymogènes et de balles en plastique -- articles d'usage courant pour les forces d'occupation britanniques en Irlande du Nord. Quatre gamins, dont le plus jeune a 13 ans, et un commerçant du quartier ont été en toute hâte inculpés du "meurtre" d'un flic. Mais certaines fractions plus lucides parmi les impérialistes sont inquiètes. Le 10 octobre, les éditorialistes du *New York Times* écrivaient: "[...] les jeunes Britanniques des grandes villes, sans qualification, se considèrent comme des laissés-pour-compte des plans gouvernementaux pour un futur renouveau économique. Aussi longtemps que ce sera le cas, ces flambées de violence ont toutes les chances de se répéter."

Thatcher a délibérément désindustrialisé la Grande-Bretagne; elle a drastiquement diminué les capacités de production d'acier et de charbon. En fait, la Grande-Bretagne est le seul pays industriel à avoir connu dans les dix dernières années une diminution en termes absolus de la production industrielle. Un comité multipartite de la Chambre des lords a mis en garde contre l'effondrement qui guette l'industrie britannique quand le pétrole de la mer du Nord se tarira et contre "une crise politique et économique majeure dans un avenir proche". Car les Noirs et les Asiatiques, amenés en grand nombre dans les années 50 et 60 pour faire les boulots les plus sales et les plus mal payés, n'ont aucun endroit où aller. Pourtant le Nationality Act (sur la nationalité), qui a été préparé par un gouvernement travailliste, dénie le droit de citoyenneté à de nombreux enfants d'Antillais, d'Asiatiques et d'autres citoyens du Commonwealth qui ont vécu et travaillé en Grande-Bretagne pour la majeure partie de leur vie.

LA BANQUEROUTE DU TRAVAILLISME

La nécessité du pouvoir ouvrier et de la reconstruction socialiste de la société est aujourd'hui posée à brûle-pourpoint en Grande-Bretagne. Le gouvernement Thatcher est démasqué, épuisé, fragile et discrédité. Le secteur le plus combatif du prolétariat -- les mineurs -- a été battu mais nullement écrasé. Et les illusions parlementaristes travaillistes ont été ébranlées. Il est certain qu'après un an de lutte de classe acharnée l'utopie réformiste d'une transformation pacifique de la société britannique paraît une plaisanterie de mauvais

goût pour les travailleurs les plus militants. Ces conditions ouvrent clairement la possibilité d'un regroupement de militants lutte de classe à l'intérieur d'un parti d'avant-garde révolutionnaire.

De plus, les barrières traditionnelles entre le prolétariat et les minorités opprimées, irlandaise, noire et asiatique, ont été entamées pendant la grève des mineurs. Les minorités qui connaissent d'expérience la sauvagerie des flics ont été les plus solides soutiens aux mineurs en lutte. Le quartier de Brixton avait "adopté" six puits du Sud du Pays de Galles; les mineurs britanniques protestants qui ont défilé à Belfast pour montrer leur soutien à la population catholique ont été accueillis avec des banderoles où on pouvait lire: "Victoire pour les mineurs!" Et le rôle des femmes pendant la grève, à l'exemple des comités de femmes de mineurs, a eu des échos dans tout le pays. Les mineurs et leurs alliés ont appris à dure école un certain nombre de

Si même les travailleurs les plus combatifs restent ligotés au Parti travailliste, ce n'est pas du fait de Kinnock, largement déconsidéré, mais du fait des illusions dans les "gauches" des syndicats et du Parti travailliste. Les divisions à l'intérieur du mouvement ouvrier britannique sont modelées par le conflit entre l'aile droite pro-CIA et antisoviétique et une "gauche" disparate et inconsistante. Le dirigeant le plus en vue de la "gauche" est Arthur Scargill, secrétaire général du NUM, qui s'est attiré la haine de toute la droite pour avoir dénoncé sans ambages le "syndicat" polonais Solidarnosc comme contre-révolutionnaire.

Les patrons peuvent bien applaudir Kinnock, mais une grande partie de la base ouvrière du Parti travailliste se tourne vers le NUM de Scargill et la lutte de classe qu'il symbolise. Lors du dernier congrès du Parti travailliste, Scargill a présenté une résolution réclamant d'un futur gouvernement travailliste la réintégration



Press Association

Durant leurs douze mois de grève les mineurs ont dû se défendre contre les flics de Thatcher qui aujourd'hui sème la terreur dans les ghettos.

choses sur l'Etat capitaliste. Ce qu'il faut, c'est un parti bolchévique à la tête de la classe ouvrière, un parti qui soit un authentique tribun du peuple, pour que la prochaine fois nous gagnions.

Mais le mouvement ouvrier reste ligoté au Parti travailliste réformiste. Dans une Grande-Bretagne en décadence, où il n'y a pas de place pour des réformes crédibles, la social-démocratie signifie aujourd'hui de plus en plus briser ouvertement les luttes sociales. Les mineurs grévistes et d'autres militants ouvriers, un peu partout, appellent le secrétaire général du Parti travailliste Neil Kinnock "Ramsay MacKinnock", du nom du dirigeant travailliste Ramsay MacDonald, traître exécuté passé à l'ennemi de classe dans les années 30. Kinnock a soutenu Thatcher quand elle réclamait un vote de tous les mineurs pour casser la grève menée par le National Union of Mineworkers (NUM, le syndicat des mineurs), et il a condamné les mineurs qui défendaient leurs piquets de grève contre les flics et les jaunes briseurs de grève.

Maintenant toute une aile de la bourgeoisie a abandonné Thatcher, et Kinnock sent la possibilité de diriger le prochain gouvernement; il n'en est que plus empressé de démontrer sa loyauté à l'ordre capitaliste. Quand Bernie Grant, un conseiller municipal noir, refusa de condamner les jeunes de Tottenham pour s'être courageusement défendus contre les flics de Thatcher et déclara sans ambages que la police avait pris "une sacrée bonne raclée", Kinnock se fit l'écho des attaques sauvages des conservateurs contre Grant. Lui et son adjoint Roy Hattersley publièrent immédiatement une déclaration pour dissocier le Parti travailliste de la prise de position éminemment honorable de Grant.

des mineurs licenciés et le remboursement des fonds du NUM saisis par Thatcher. Cette résolution obtint la majorité malgré l'opposition acharnée de Kinnock. Et pourtant Scargill, comme les autres représentants de la gauche, appelle à l'unité à l'intérieur du Parti travailliste et soutient l'élection d'un gouvernement travailliste conduit par le briseur de grève Kinnock!

La grève des mineurs a été un test décisif pour juger tous les groupes qui prétendent vouloir diriger le prolétariat britannique. Les travaillistes de droite qui haïssent le plus la Révolution russe ont bien prouvé également être les ennemis de la révolution britannique -- ils organisaient ouvertement le brisage de grève. Mais en dernière analyse c'est la trahison des "gauches", leur refus d'étendre la grève, qui a vaincu le NUM. Ils ne voulaient pas paralyser la Grande-Bretagne de Thatcher parce qu'ils ne veulent pas lutter pour le pouvoir. Quant à la myriade de groupes pseudo-trotskyistes qui existent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti travailliste, ils ont, au mieux, suivi les "gauches", aidant ainsi les Judas sociaux-démocrates à conserver leur emprise sur le prolétariat.

La Spartacist League (SL) a dénoncé en termes nets les "gauches" travaillistes et syndicales, exigeant d'elles qu'elles rompent dans la lutte avec ceux qui trahissent ouvertement leur classe. La SL a appelé à une triple alliance des mineurs, des cheminots et des travailleurs des transports, pour faire grève ensemble contre Thatcher. Cela aurait été en fait une grève générale posant la question du pouvoir ouvrier. Mais bien qu'il y ait eu deux courtes grèves des dockers, les dirigeants syndicaux des chemins de fer, des transports et des marins, qui proclamaient leur

"solidarité" avec le NUM, ne voulaient pas rompre avec la direction pro-jaunes du Trade Union Congress (confédération des syndicats britanniques) et mobiliser leurs militants aux côtés des mineurs. La grève des mineurs confirme parfaitement ce que disait Trotsky des "gauches" britanniques: "[...] le gauchisme de ce genre reste gauche tant que ça n'a pas d'obligations pratiques. Mais dès que la question de l'action se pose, l'aile gauche cède respectueusement la direction aux droitiers." ("Problèmes du mouvement ouvrier britannique", 12 janvier 1926 [traduit par nos soins]).

IL FAUT FORGER UN PARTI LENINISTE-TROTSKYSTE!

En Grande-Bretagne, un parti révolutionnaire d'avant-garde ne peut être forgé qu'en brisant l'emprise du travaillisme sur la classe ouvrière. Mais pour cela il faudra des tactiques léninistes efficaces. Refuser de tenir compte, par simple sectarisme, des divisions à l'intérieur de la social-démocratie conduit tout autant à la stérilité que le suivisme opportuniste des "gauches" travaillistes et syndicales. On ne peut forger un parti léniniste-trotskyiste qu'en scissionnant le Parti travailliste, en amenant des secteurs clés de la classe ouvrière sous la bannière révolutionnaire, tout en démasquant et en vainquant politiquement les dirigeants traîtres procapitalistes de "gauche" comme de droite. *Aujourd'hui, les occasions pour un regroupement, à travers des scissions et fusions, de forces subjectivement révolutionnaires, sont plus favorables qu'elles ne l'ont été depuis plusieurs années.*

La plupart des organisations de la soi-disant "extrême gauche" se sont soit liquidées dans le Parti travailliste, soit mises aveuglément à sa traîne. Et face à une lutte sociale de masse turbulente, les dirigeants travaillistes ont fait front contre les mineurs. Aujourd'hui, et ce n'est pas une surprise, Kinnock et Cie sont encore plus hostiles aux Noirs, Asiatiques et Blancs pauvres des ghettos qui explosent d'une juste colère contre les flics meurtriers. Pour les pseudo-socialistes qui pensent que le Parti travailliste est un instrument de changement progressiste, cela pose un gros problème. Pas étonnant qu'aujourd'hui divers groupes de la pseudo-gauche -- depuis l'inconsistant Parti communiste jusqu'aux ex-admirateurs de la guérilla de l'ex-IMG, l'organisation soeur de la LCR -- aient scissionné ou soient au bord de la scission.

Et où est Gerry Healy? Le Workers Revolutionary Party (WRP) vient d'annoncer que son père fondateur et dirigeant infailible façon Staline a été exclu pour abus de pouvoir bureaucratique, autoglorification, dégénérescence personnelle, corruption et "rapports imprincipiels avec des dirigeants nationalistes et avec les réformistes des syndicats et du Parti travailliste en Grande-Bretagne".

Après Tottenham, le gouvernement Thatcher a essayé sans succès de provoquer une vague d'hystérie anti-rouges en mettant les explosions des ghettos sur le compte d'"agitateurs venus de l'extérieur", et en particulier

Suite page 15

WORKERS HAMMER

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la
**Spartacist
League/Britain**

N° 73: ● Thatcher is out for blood! ● South African powder keg ● Kinnock gunning for NUM ● Defend Handsworth! Racist cops out now! ● Vietnam: Forty years of struggle

30 F les 10 numéros

Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

Affaire Greenpeace ...

Suite de la page 3

coloniales et néo-coloniales continuent et la combativité potentielle de la classe ouvrière de ce pays, française et immigrée, glace toujours d'effroi le cœur des capitalistes qui sont les maîtres de ce pays. L'armée française est toujours putschiste: les deux derniers coups d'Etat remontent seulement à 1940 -- Pétain -- et 1958 -- de Gaulle. Et dans les deux cas, ces coups d'Etat bonapartistes ont été sanctionnés par les votes d'une partie des députés socialistes, quand le Parlement se fit hara-kiri "pour le salut de la patrie". A bas la force de frappe antisoviétique! A bas la conscription -- pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise! L'ennemi principal est dans notre propre pays! Indépendance immédiate des colonies!

LE 11e CHOC: DES TROUPES DE CHOC POUR LES BASSES BESOGNES DE LA BOURGEOISIE

Et le renforcement de l'armée dans l'"après-Greenpeace" ne se limite pas à ce que nous avons déjà décrit plus haut. Il y a eu la nomination à la tête de la DGSE du général d'armée René Imbot, officier de la Légion étrangère et précédemment chef d'état-major de l'armée de terre, qui annonce sous les hourras du PS et des partis de droite qu'il a "verrouillé" les services secrets. Le message, là encore, est clair: les civils, bas les pattes devant l'armée.

Puis il y a eu la reconstitution du "11e choc", bras armé de la DGSE, unité "d'élite" dissoute en 1962 par de Gaulle parce qu'elle était truffée d'officiers proches de l'OAS, la conjuration des terroristes d'extrême droite entrés en guerre contre de Gaulle pour empêcher l'indépendance de l'Algérie. Après la réhabilitation par Mitterrand des généraux putschistes de 1961, voici maintenant la renaissance des "traditions" de ce

vivier de militaires "factieux". Et quelles traditions! Fondé par de Gaulle en 1946 avec 35 membres de la Résistance, la première mission officielle de l'unité a été d'assurer que le Parti communiste ne tenterait pas de prendre le pouvoir après la guerre. En 1947, elle cassera une grève des mineurs dans le Nord. L'histoire du "11e choc" est instructive au plus haut point: "Le '11e choc' sera très vite utilisé pour quelques missions à l'Est -- c'est le début de la guerre froide --, mais surtout en Indochine. Agents secrets, mais d'abord soldats, ses hommes créeront des groupes de combattants sur les arrières du Vietnam.

"Lorsqu'à la guerre d'Indochine succède le conflit algérien, les commandos du 11e choc y sont aussitôt envoyés. Avec la 25e division parachutiste et suivant leurs propres méthodes, ils mènent une guerre très dure [sic]. Les techniques de la 'guerre subversive' donnent au 11e choc, qui compte alors huit cents hommes répartis en 'centaines', un rôle très important. Création de maquis anti-FLN, liquidations discrètes, comme à Blidah celle de Si Mohammed, qui avait fait échouer, après une visite à l'Elysée, la tentative de 'paix des braves' du général de Gaulle.

"[...] Certains de ses officiers suivant leurs anciens, participèrent au putsch de 1961, d'autres démissionnèrent. Quelques-uns servirent comme 'mercenaires' au Katanga, puis dans les divers conflits locaux qui suivirent.

"Le pouvoir, au demeurant, préférerait voir ces personnages dangereux au fond de l'Afrique. D'autant qu'ils gardaient personnellement des rapports avec les services spéciaux français" (Le Monde, 4 octobre).

Et parmi les officiers qui commanderont le "11e choc nouveau", certains se trouvaient pratiquement en état de rébellion ouverte après l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en 1981. D'après le livre *La Piscine*, le chef du "service action" de ce qui était alors le SDECE, le colonel Grillot, aurait déclaré devant des officiers du Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto

(dont le commandant Mafart était le commandant en second et qui fera partie du nouveau "11e choc") que désormais "c'était la guerre" (sic).

Pour une fois, nous sommes d'accord avec Quilès quand, au cours d'une conversation téléphonique avec les "Turenge", le 2 novembre dernier, il a rendu hommage "à leur attitude digne des plus nobles traditions de l'armée française" (Le Monde, 5 novembre). Terrorisme, barbouzerie, refus de tout contrôle par les "civils", l'armée au-dessus des lois... Pour le corps des officiers, ces "traditions" sont un programme d'action -- un programme que le gouvernement "socialiste" a quasi officiellement accepté.

LE "CONSENSUS NUCLEAIRE" ANTISOVIETIQUE EN ACTION

L'étouffement rapide de l'"affaire Greenpeace" a montré clairement l'existence d'un consensus autour de l'armée et de la force de frappe, consensus qui va de la droite (et de l'extrême droite) jusqu'au PS et au PCF. Ce consensus n'est que le reflet parlementaire d'un consensus à l'intérieur des cercles dirigeants de la bourgeoisie française, laquelle exige de tous les politiciens qui veulent se faire accepter comme des gérants loyaux de son appareil d'Etat l'engagement à ne pas mettre leur nez dans les "prérogatives" de l'état-major, à défendre la force de frappe antisoviétique, les restes de l'empire colonial (et en particulier le centre d'essais nucléaires du Pacifique, jugé indispensable au renforcement de ladite force de frappe) et les intérêts néo-coloniaux de l'impérialisme français en Afrique. Et ces exigences sont d'autant plus nettes et explicites quand il s'agit d'un front populaire comprenant des représentants de partis ouvriers bourgeois (réformistes) comme le PS ou le PCF -- et que ce front populaire soit celui du "10 mai" ou le futur (et hypothétique) "Rassemblement populaire majoritaire" du PCF. Il faut alors donner des garanties concrètes, comme l'amnistie

accordée par Mitterrand aux généraux factieux de 1961, ce qui explique pourquoi les régimes de front populaire sont toujours encore plus servilement prosternés devant l'armée que les gouvernements de droite.

Dans cette période de guerre froide et de réarmement massif du bloc occidental sous la houlette du va-t-en-guerre-nucléaire Reagan, la bourgeoisie réclame de ses politiciens un antisoviétisme fanatique. Sous ce rapport, Mitterrand, depuis avant son élection, s'est surpassé sur toutes les questions imaginables -- Afghanistan, Pologne, euromissiles, Kampuchéa... --, tandis que le PCF, malgré son social-patriotisme souvent outrancier, continue pour la bourgeoisie à "sentir le soufre" parce qu'il ne s'est pas décidé à rompre tout lien avec Moscou, comme le réclament sur tous les tons les Juquin et autres Fitzbin. Et à l'inverse, une opposition conséquente à la collaboration de classes en France passe obligatoirement par une position de principe ferme pour la défense des acquis d'Octobre dans l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est (ainsi qu'à Cuba et en Indochine), c'est-à-dire pour la *défense militaire inconditionnelle de l'URSS* face aux menaces impérialistes de guerre. Et c'est précisément ce qui nous sépare, nous autres trotskystes de la LTF, de la soi-disant "extrême gauche" qui fait tout pour éviter cette question brûlante et qui capitule en fait devant l'antisoviétisme ambiant.

Alors que le front populaire à l'agonie sombre dans une orgie de chauvinisme et de militarisme, ce que Marx écrivait pendant la Commune de Paris est encore d'une brûlante actualité. Le 12 avril 1871 (Cf. Marx-Engels, *Correspondance*, tome 11), il écrivait en effet: "[...] la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer l'appareil bureaucratique-militaire de main, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent."

Correction

Dans le numéro 56, de juillet-août 1985, du *Bolchévik*, nous avons pour titre à l'article sur l'Afrique du Sud "Révolution ouvrière pour écraser l'apartheid", ce qui était contradictoire avec le contenu de l'article. Premièrement, cette formulation laisse en effet entendre qu'une révolution ouvrière pourrait avoir lieu alors que l'Etat policier est encore plus ou moins intact. Ceci est manifestement impossible. Une révolution ouvrière (ou n'importe quelle autre révolution) sera impossible avant que la lutte érode, mine et paralyse le régime d'apartheid.

Deuxièmement, ce mot d'ordre n'aborde pas la tâche principale: combattre et remplacer politiquement les nationalistes au cours de la lutte pour l'émancipation nationale et sociale. Comme le texte même de l'article l'explique bien, il ne saurait être question de révolution ouvrière avant qu'un parti d'avant-garde communiste multiracial ait été forgé, qu'il ait brisé l'emprise du nationalisme sur la population africaine noire. Pour réaliser cette tâche, des dénonciations abstraites du nationalisme au nom des principes de classe sont *insuffisantes*. Le mouvement ouvrier, à travers son avant-garde, doit prendre la direction de la lutte pour écraser l'apartheid.

Il ne s'agit pas d'écraser l'apartheid, instaurer un quelconque régime noir bourgeois et repousser la révolution ouvrière à un avenir lointain. La lutte pour écraser le système d'apartheid est intégralement liée au développement d'une révolution ouvrière, c'est-à-dire qu'elle aura lieu simultanément avec elle.

Thatcher ...

Suite de la page 14

"de trotskystes et d'anarchistes". Quelques jours plus tard, le journal conservateur de l'establishment, le *Times* de Londres, publiait le 10 octobre un article, intitulé "L'extrême gauche exerce peu d'influence dans les zones d'émeutes", qui s'inscrivait en faux contre ces accusations. L'article du *Times* remarquait franchement qu'il n'avait pu trouver que deux groupes se réclamant du trotskysme qui avaient seulement pris fait et cause pour les habitants des ghettos contre les flics. L'un était le Revolutionary Communist Party, un groupe d'un antisoviétisme virulent (et qui avait ouvertement pris parti pour les jaunes pendant la grève des mineurs), et l'autre était la Spartacist League.

"Les spartacistes appellent [à] mobiliser toutes les ressources possibles pour organiser des actions de protestation de masse contre l'occupation policière", rapportait le *Times*. L'article ajoutait: "La plupart des autres multiples groupes

de gauche, y compris le Workers Revolutionary Party et le Militant, ont explicitement condamné les émeutes." Le WRP n'hésita pas à appeler à "des groupes de défense de quartier pour empêcher le vandalisme, le pillage et le trafic de drogue" (*News Line*, 1er octobre), autrement dit des auxiliaires pour les flics racistes de Thatcher dans le ghetto! La SL a été au contraire la seule à exiger: A bas l'occupation raciste de Handsworth, de Brixton et de Tottenham par les flics -- les flics dehors immédiatement! Levée des inculpations contre les victimes des rafles policières -- Libérez ceux de Tottenham injustement condamnés pour "meurtre"! Emprisonnez les flics meurtriers et jetez la clé! Constituez des groupes de défense des quartiers, centrés sur les syndicats pour repousser les attaques racistes et la terreur policière!

La SL a immédiatement organisé un meeting à Handsworth quand le quartier était occupé par la police. Les flics n'ont pas apprécié du tout -- ils ont arrêté trois de nos camarades pour avoir distribué des tracts. Mais plusieurs dizaines de personnes, un public racialement bien intégré,

Noirs, Asiatiques et Blancs, ont bravé les flics pour assister à ce meeting. Les mineurs dont nous avons organisé la venue furent particulièrement bien reçus. Comme l'expliquait un des mineurs: "Il y a dix ans je ne me serais pas senti concerné [...], mais maintenant vous subissez ce que nous avons subi." Il y a des dizaines de milliers d'ouvriers combattifs qui partagent ces sentiments; de fait, au cours d'un meeting de mineurs qui a eu lieu le 19 octobre à Barnsley, plusieurs milliers de mineurs ont applaudi Arthur Scargill quand il a condamné les violences policières de Brixton. Il ne suffit pas de condamner; face aux exactions des flics de Thatcher, le mot d'ordre doit être: Les flics dehors! Les mineurs à Brixton!

Le prolétariat britannique a besoin d'un parti bolchévique, qui prendra modèle sur le parti de Lénine et de Trotsky, le parti qui, en 1917, a conduit à la victoire contre le capitalisme les travailleurs russes et les opprimés de toutes les races et de toutes les nationalités, hommes et femmes.

Adapté de Workers Vanguard n°390

Raid israélien ...

Suite de la page 7

les frontières d'Israël étaient violées, ce pays lancera une attaque éclair pour prévenir les forces arabes que si la guerre continuait, c'est la destruction même des Etats arabes qui en résulterait" (*Intelligence Warfare*, 1983). S'il y avait une autre guerre israélo-arabe, dans ce contexte de campagne de guerre antisoviétique menée par les Etats-Unis, elle risquerait de se transformer rapidement en confrontation nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS, comme

cela a d'ailleurs failli se produire en 1973 lors de la guerre du Proche-Orient. C'est du Proche-Orient que peut partir la troisième guerre mondiale, ce qui poserait la question de défense militaire de l'URSS et celle de la survie de l'humanité.

Mais Israël n'est pas l'Afrique du Sud; les dirigeants sionistes n'ont ni les ressources humaines ni les ressources matérielles des Afrikaners. Le peuple hébreu ne vit d'ailleurs pas non plus, dans son ensemble, de la surexploitation des travailleurs arabes (à la différence des Blancs avec les travailleurs noirs en Afrique du Sud). Les capitalistes israéliens surexploitent bien sûr de plus en

plus les Arabes de Cisjordanie, mais quel que soit son fanatisme antiarabe, le sort de l'Israélien juif d'origine orientale est à peine meilleur que celui du travailleur palestinien de Galilée ou de Hébron. Le nationalisme est une impasse pour les Palestiniens opprimés, et le sionisme un piège mortel pour les Juifs d'Israël. Ce qu'il faut absolument, c'est un parti révolutionnaire des ouvriers arabes et hébreux qui combatte pour concrétiser véritablement le droit à l'autodétermination pour les Arabes palestiniens comme pour les Hébreux, dans une fédération socialiste du Proche-Orient.

Traduit de Workers Vanguard n°389

En l'espace d'un mois, le premier ministre britannique Margaret Thatcher et ses flics racistes ont provoqué toute une série d'explosions de colère dans les ghettos de plusieurs grandes villes du pays. Début septembre, la police a massivement envahi le quartier à forte population noire et asiatique (Indiens et Pakistanais) de Handsworth, à Birmingham. Moins de trois semaines plus tard, c'était le tour de Brixton, à Londres, là où avaient commencé les "émeutes" de 1981. Après que les flics eurent tiré dans le dos sur une mère de famille antillaise, une foule en colère a encerclé le commissariat de police; des barricades faites de voitures renversées ont rapidement surgi. Puis ce fut le tour de Toxteth, à Liverpool. Et le 7 octobre, dans le nord de Londres, les flics ont eu plus que ce qu'ils désiraient. Cette fois-ci, les hordes policières, alors qu'elles investissaient un grand ensemble de Tottenham, furent accueillies non seulement avec des briques et des bouteilles mais aussi avec des coups de fusil. Les flics devaient laisser un des leurs sur le carreau.

En mars dernier, après 12 mois amers passés sur les piquets de grève, les combattifs mineurs britanniques étaient contraints de redescendre dans les puits. Après avoir lutté pratiquement seuls contre tout l'appareil d'Etat du capitalisme britannique, ils avaient subi une défaite, mais ils n'avaient pas été brisés. Ils retournèrent au travail fièrement, en manifestation, derrière le drapeau de leur syndicat, au son des tambours et des cornemuses. Maggie Thatcher avait promis qu'elle serait "impitoyable dans la victoire", et il est certain qu'elle a mis sa menace à exécution. Mais à peine six mois plus tard, la Dame de fer est en mauvaise posture. Sa popularité a chuté à un niveau encore jamais vu, et quand ses flics se sont déchaînés contre les ghettos de Birmingham, de Liverpool et de Londres, leurs habitants qui vivent dans la misère -- Noirs, Asiatiques et Blancs -- se sont défendus, le bon droit de leur côté. Les arrogants Conservateurs de Whitehall sont bien conscients que Handsworth, Toxteth et Brixton pourraient être l'étincelle d'une nouvelle vague de luttes sociales.

Néron jouait de la lyre pendant que brûlait Rome; Thatcher a préparé le brasier et mis le feu aux villes de Grande-Bretagne. Pendant ce temps, le Parti travailliste, dans l'opposition, n'offre rien d'autre qu'une version *soft* [molle] du thatcherisme. Depuis la grève des mineurs -- un an de grève, la lutte la plus importante dans ce pays depuis des dizaines d'années -- jusqu'à la récente révolte des ghettos, Neil Kinnock, le secrétaire général du Parti travailliste, n'a fait que poignarder dans le dos les luttes des pauvres et des travailleurs de Grande-Bretagne. Judas, dit-on, a reçu 30 deniers pour sa trahison; Judas Kinnock, lui, fait des heures supplémentaires pour mériter son titre de lord. Le pays est en train de tomber en morceaux et il faudra la révolution socialiste pour reconstruire la Grande-Bretagne.

Presque nulle part ailleurs dans le monde capitaliste industrialisé se trouve posé comme en Grande-Bretagne un choix aussi aigu entre d'un côté le socialisme et de l'autre une décadence et une désolation endémiques. Et cette désolation s'étale aux yeux de tout le monde. Après une demi-décennie de monétarisme thatcherien, le taux de chômage est officiellement de 13,5%, et le double dans les régions industrielles du nord de l'Angleterre, d'Ecosse et du sud du Pays de Galles. Dans les ghettos comme Handsworth et Brixton il approche les 60%. Quant aux systèmes des réformistes d'Etat providence, ils ont déjà été essayés

Provocations policières contre les minorités et les pauvres

Thatcher ravage la Grande-Bretagne



Thatcher a délibérément provoqué les "émeutes" qui ont embrasé les ghettos des villes britanniques livrés à la terreur policière.



Manchester Guardian

et leur banqueroute a été consommée. Le niveau de vie a chuté au-dessous de celui de l'Italie et de l'Espagne. Et ce n'est pas seulement le fait de Thatcher: le gouvernement travailliste Wilson-Callaghan a brisé les grèves, envoyé les troupes en Irlande du Nord et introduit les tristement célèbres tests de virginité pour les femmes asiatiques cherchant à entrer en Grande-Bretagne.

Depuis des décennies la gauche britannique est ligotée dans la camisole de force du travaillisme; elle se subordonne politiquement aux lieutenants parlementaristes du capital britannique. Le Parti communiste britannique, maintenant profondément divisé entre "eurocommunistes" ultra-réformistes et staliniens ancienne manière, a depuis longtemps choisi la "voie parlementaire" vers le néant politique. Il est devenu un Parti travailliste de deuxième zone. Nos camarades de la Spartacist League de Grande-Bretagne se battent pour scissionner le Parti travailliste, pour arracher sa base ouvrière à sa direction procapitaliste. Il y a en ce moment même une occasion unique pour unir les minorités ethniques et les pauvres avec les gros bataillons de la classe ouvrière organisée. Et c'est un moment clé pour forger un véritable parti bolchévique, parti de la révolution ouvrière.

Le dernière fois où la cote de Thatcher était tombée aussi bas, elle avait réussi à s'en sortir avec sa sale petite guerre des Falklands/Malvinas, au cours de laquelle elle a fait noyer des centaines de marins argentins à bord du *Belgrano*, simplement par fascination du sang. Cette fois, Thatcher a essayé de monter une énorme provocation contre ce qu'elle pensait être la catégorie

la plus vulnérable de la population britannique. Elle voulait que ces villes brûlent -- pour ensuite faire porter le chapeau aux Noirs, aux Asiatiques et aux rouges. Mais presque personne ne gobe ça. L'hostilité envers le gouvernement et en particulier envers la police est partagée par de larges couches de la population. Des secteurs entiers du prolétariat industriel ont été transformés en chômeurs permanents, et tout le monde se souvient encore des charges policières brutales contre les mineurs, blancs dans leur majorité. Les efforts du gouvernement pour faire des minorités ethniques des boucs émissaires en les traitant de "fainéants qui vivent d'allocations" sont tombés à plat. Les jeunes qui ont chassé de Handsworth le ministre de l'Intérieur Douglas Hurd et qui ont combattu les flics à Tottenham étaient aussi bien blancs que noirs ou asiatiques.

Même l'influent hebdomadaire *The Economist*, dans son édition du 5 octobre, demandait à Thatcher d'arrêter les frais après Brixton; en titrant "Il faut désarmer la police britannique", il exprimait une inquiétude largement répandue à l'intérieur de la classe dirigeante. Ce qui inquiète ces Conservateurs hautains, ce n'est pas le sort des Noirs et des Asiatiques; ce qui les inquiète, c'est de voir ébranlées les assises politiques de la Grande-Bretagne capitaliste: "Les policiers britanniques sont en train de perdre le respect dont ils bénéficiaient traditionnellement." Et quand les Conservateurs se réunirent à Blackpool pour leur congrès annuel, il fallut une armée de flics pour monter la garde. Personne n'a oublié qu'il y a seulement un an Thatcher et tout son cabinet ont bien failli

être expédiés dans un monde meilleur par une bombe de l'IRA, attentat qui ne suscita qu'une indifférence affichée ou même une franche jubilation de la vaste majorité de ses sujets. Une photo de Thatcher à Blackpool parue dans *The Economist* du 12 octobre était accompagnée d'une légende fort appropriée: "En direct du Bunker"

THATCHER DANS LE BUNKER

Thatcher a délibérément cherché à fomenter un bain de sang raciste, à la fois par une terreur policière sans fard et par l'incitation à la violence interraciale. Une semaine avant l'explosion de Handsworth, la police avait patronné une réunion des membres d'une "milice" blanche au cours de laquelle il fut question d'incendier une ancienne salle de jeu reconstruite en salle de réunion. Ce fut le premier immeuble à partir en fumée. Ensuite, ils ont essayé de dresser les Asiatiques contre les Noirs: les grands journaux ont délibérément propagé le mensonge qu'on avait vu deux Asiatiques se faire brutaliser et jeter dans un immeuble en flammes par des "émeutiers noirs". Toutes les communautés de Handsworth ont démenti cette provocation de la police et des médias; les dirigeants des communautés noire et asiatique sont allés ensemble déposer des gerbes à la mémoire des deux Asiatiques morts brûlés vifs, et ils ont publiquement appelé à boycotter l'"enquête" ordonnée par le gouvernement.

Le 28 septembre, à 6h30 du matin, sept policiers armés enfonçaient la porte d'une HLM de Normandy

Suite page 14